



BOLLETTINO

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0017

Lunedì 10.01.2011

Pubblicazione: Immediata

Sommario:

- ◆ **UDIENZA AL CORPO DIPLOMATICO ACCREDITATO PRESSO LA SANTA SEDE PER LA PRESENTAZIONE DEGLI AUGURI PER IL NUOVO ANNO**
- ◆ **NOTA INFORMATIVA**

◆ **UDIENZA AL CORPO DIPLOMATICO ACCREDITATO PRESSO LA SANTA SEDE PER LA PRESENTAZIONE DEGLI AUGURI PER IL NUOVO ANNO**

Alle ore 11 di questa mattina, nella Sala Regia del Palazzo Apostolico Vaticano, il Santo Padre Benedetto XVI riceve in Udienza i Membri del Corpo Diplomatico accreditato presso la Santa Sede, per la presentazione degli auguri per il nuovo anno.

Dopo l'indirizzo augurale del Decano del Corpo Diplomatico, S.E. il Sig. Alejandro Emilio Valladares Lanza, Ambasciatore di Honduras presso la Santa Sede, il Papa pronuncia il discorso che riportiamo di seguito:

● **DISCORSO DEL SANTO PADRE**

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de vous accueillir pour cette rencontre qui, chaque année, vous réunit autour du Successeur de Pierre, illustres Représentants de si nombreux pays. Elle revêt une haute signification, car elle est une image en même temps qu'une illustration du rôle de l'Eglise et du Saint-Siège dans la communauté internationale.

J'adresse à chacun de vous des salutations et des vœux cordiaux, en particulier à ceux qui sont ici pour la première fois. Je vous suis reconnaissant pour l'engagement et l'attention avec lesquels, dans l'exercice de vos délicates fonctions, vous suivez mes activités, celles de la Curie romaine et, ainsi, d'une certaine façon, la vie de l'Eglise catholique partout dans le monde. Votre Doyen, l'Ambassadeur Alejandro Valladares Lanza, s'est fait

l'interprète de vos sentiments, et je le remercie pour les souhaits qu'il m'a exprimés au nom de tous. Sachant combien votre communauté est unie, je suis sûr qu'est présente aujourd'hui dans votre pensée l'Ambassadrice du Royaume des Pays-Bas, la Baronne van Lynden-Leijten, retournée il y a quelques semaines à la maison du Père. Je m'associe dans la prière à votre émotion.

Alors que commence une année nouvelle, en nos cœurs et dans le monde entier résonne encore l'écho de la joyeuse annonce qui a éclaté voici vingt siècles dans la nuit de Bethléem, nuit qui symbolise la condition de l'humanité, dans son besoin de lumière, d'amour et de paix. Aux hommes d'alors comme à ceux d'aujourd'hui, les armées célestes ont apporté la bonne nouvelle de l'avènement du Sauveur : « *Le peuple qui marchait dans les ténèbres a vu se lever une grande lumière ; sur ceux qui habitaient le pays de l'ombre, une lumière a resplendi* » (Is. 9, 1). Le Mystère du Fils de Dieu qui devient fils d'homme dépasse assurément toute attente humaine. Dans sa gratuité absolue, cet événement de salut est la réponse authentique et complète au désir profond du cœur. La vérité, le bien, le bonheur, la vie en plénitude que chaque homme recherche consciemment ou inconsciemment lui sont donnés par Dieu. En aspirant à ces bienfaits, toute personne est à la recherche de son Créateur, parce que « *seul Dieu répond à la soif qui est dans le cœur de tout homme* » (Exhortation Apostolique post-synodale *Verbum Domini*, n. 23). L'humanité, dans toute son histoire, à travers ses croyances et ses rites, montre une incessante recherche de Dieu et « *ces formes d'expression sont tellement universelles que l'on peut appeler l'homme un être religieux* » (*Catéchisme de l'Eglise catholique*, n. 28). La dimension religieuse est une caractéristique indéniable et incoercible de l'être et de l'agir de l'homme, la mesure de la réalisation de son destin et de la construction de la communauté à laquelle il appartient. Par conséquent, quand l'individu lui-même ou ceux qui l'entourent négligent ou nient cet aspect fondamental, se créent des déséquilibres et des conflits à tous les niveaux, aussi bien au plan personnel qu'au plan interpersonnel.

C'est dans cette vérité première et fondamentale que se trouve la raison pour laquelle j'ai indiqué la liberté religieuse comme la voie fondamentale pour la construction de la paix, dans le *Message pour la célébration de la Journée Mondiale de la Paix* de cette année. La paix, de fait, se construit et se conserve seulement quand l'homme peut librement chercher et servir Dieu dans son cœur, dans sa vie et dans ses relations avec les autres.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, votre présence en cette circonstance solennelle est une invitation à accomplir un tour d'horizon sur tous les pays que vous représentez et sur le monde entier. Dans ce panorama, n'y a-t-il pas de nombreuses situations, dans lesquelles, malheureusement, le droit à la liberté religieuse est lésé ou nié ? Ce droit de l'homme, qui est en réalité le premier des droits, parce que, historiquement, il a été affirmé en premier, et que, d'autre part, il a comme objet la dimension constitutive de l'homme, c'est à dire sa relation avec son Créateur, n'est-il pas trop souvent mis en discussion ou violé ? Il me semble que la société, ses responsables et l'opinion publique se rendent compte aujourd'hui davantage, même si ce n'est pas toujours de façon exacte, de cette grave blessure portée contre la dignité et la liberté de l'*homo religiosus*, sur laquelle j'ai tenu, à de nombreuses reprises, à attirer l'attention de tous.

Je l'ai fait durant mes voyages apostoliques de l'année dernière, à Malte et au Portugal, à Chypre, au Royaume Uni et en Espagne. Au-delà des caractéristiques diverses de ces pays, je conserve de tous un souvenir plein de gratitude pour l'accueil qu'ils m'ont réservé. L'Assemblée spéciale du Synode des Evêques pour le Moyen-Orient, qui s'est déroulée au Vatican au cours du mois d'octobre, a été un moment de prière et de réflexion, durant lequel la pensée s'est dirigée avec insistance vers les communautés chrétiennes de cette région du monde, si éprouvées à cause de leur adhésion au Christ et à l'Eglise.

Oui, regardant vers l'Orient, les attentats qui ont semé mort, douleur et désarroi parmi les chrétiens d'Iraq, au point de les inciter à quitter la terre où leurs pères ont vécu pendant des siècles, nous ont profondément accablés. Je renouvelle aux Autorités de ce pays et aux chefs religieux musulmans mon appel anxieux à œuvrer afin que leurs concitoyens chrétiens puissent vivre en sécurité et continuer à apporter leur contribution à la société dont ils sont membres à plein titre. En Egypte aussi, à Alexandrie, le terrorisme a frappé brutalement des fidèles en prière dans une église. Cette succession d'attaques est un signe de plus de l'urgente nécessité pour les Gouvernements de la Région d'adopter, malgré les difficultés et les menaces, des mesures efficaces pour la protection des minorités religieuses. Faut-il encore une fois le dire ? Au Moyen-Orient, « *les chrétiens sont des citoyens originels et authentiques, loyaux à leurs patries et s'acquittant de tous leurs devoirs nationaux. Il est*

naturel qu'ils puissent jouir de tous les droits de la citoyenneté, de la liberté de conscience et de culte, de la liberté dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement et dans l'usage des moyens de communication. » (Message au Peuple de Dieu de l'Assemblée Spéciale pour le Moyen-Orient du Synode des Evêques, n. 10). A cet égard, j'apprécie l'attention pour les droits des plus faibles et la clairvoyance politique dont certains pays d'Europe ont fait preuve ces derniers jours, en demandant une réponse concertée de l'Union Européenne afin que les chrétiens soient défendus au Moyen-Orient. Je voudrais rappeler enfin que le droit à la liberté religieuse n'est pas pleinement appliqué là où est garantie seulement la liberté de culte, qui plus est, avec des limitations. En outre, j'encourage à accompagner la pleine sauvegarde de la liberté religieuse et des autres droits humains par des programmes qui, depuis l'école primaire et dans le cadre de l'enseignement religieux, éduquent au respect de tous les frères en humanité. Pour ce qui concerne les Etats de la Péninsule Arabique, où vivent de nombreux travailleurs immigrés chrétiens, je souhaite que l'Eglise catholique puisse disposer des structures pastorales appropriées.

Parmi les normes qui lèsent le droit des personnes à la liberté religieuse, une mention particulière doit être faite de la loi contre le blasphème au Pakistan: j'encourage à nouveau les Autorités de ce pays à faire les efforts nécessaires pour l'abroger, d'autant plus qu'il est évident qu'elle sert de prétexte pour provoquer injustices et violences contre les minorités religieuses. Le tragique assassinat du Gouverneur du Pendjab montre combien il est urgent de procéder dans ce sens : la vénération à l'égard de Dieu promeut la fraternité et l'amour, et non pas la haine et la division. D'autres situations préoccupantes, avec parfois des actes de violence, peuvent être mentionnées dans le Sud et Sud-est du continent asiatique, dans des pays qui ont pourtant une tradition de rapports sociaux pacifiques. Le poids particulier d'une religion déterminée dans une nation ne devrait jamais impliquer que les citoyens appartenant à une autre confession soient discriminés dans la vie sociale ou, pire encore, que soit tolérée la violence à leur encontre. A cet égard, il est important que le dialogue interreligieux favorise un engagement commun à reconnaître et promouvoir la liberté religieuse de toute personne et de toute communauté. Enfin, comme je l'ai déjà rappelé, la violence contre les chrétiens n'épargne pas l'Afrique. Les attaques contre des lieux de culte au Nigeria, alors même que l'on célébrait la Nativité du Christ, en sont un autre triste témoignage.

Dans divers pays, d'autre part, la Constitution reconnaît une certaine liberté religieuse, mais, de fait, la vie des communautés religieuses est rendue difficile et parfois même précaire (cf. Concile Vatican II, Déclaration *Dignitatis Humanae*, n. 15) parce que l'ordonnancement juridique ou social s'inspire de systèmes philosophiques et politiques qui postulent un strict contrôle, pour ne pas dire un monopole, de l'Etat sur la société. Il faut que cessent de telles ambiguïtés, de manière à ce que les croyants ne se trouvent pas tiraillés entre la fidélité à Dieu et la loyauté à leur patrie. Je demande en particulier que soit garantie partout aux communautés catholiques la pleine autonomie d'organisation et la liberté d'accomplir leur mission, conformément aux normes et standards internationaux en ce domaine.

En ce moment, ma pensée se tourne à nouveau vers la communauté catholique de la Chine continentale et ses Pasteurs, qui vivent un moment de difficulté et d'épreuve. Par ailleurs, je voudrais adresser une parole d'encouragement aux Autorités de Cuba, pays qui a célébré en 2010 soixante-quinze ans de relations diplomatiques ininterrompues avec le Saint-Siège, afin que le dialogue qui s'est heureusement instauré avec l'Eglise se renforce encore et s'élargisse.

Déplaçant notre regard de l'Orient à l'Occident, nous nous trouvons face à d'autres types de menaces contre le plein exercice de la liberté religieuse. Je pense, en premier lieu, à des pays dans lesquels on accorde une grande importance au pluralisme et à la tolérance, mais où la religion subit une croissante marginalisation. On tend à considérer la religion, toute religion, comme un facteur sans importance, étranger à la société moderne ou même déstabilisant et l'on cherche par divers moyens à en empêcher toute influence dans la vie sociale. On en arrive ainsi à exiger que les chrétiens agissent dans l'exercice de leur profession sans référence à leurs convictions religieuses et morales, et même en contradiction avec celles-ci, comme, par exemple, là où sont en vigueur des lois qui limitent le droit à l'objection de conscience des professionnels de la santé ou de certains praticiens du droit.

Dans ce contexte, on ne peut que se réjouir de l'adoption par le Conseil de l'Europe, au mois d'octobre dernier, d'une Résolution qui protège le droit du personnel médical à l'objection de conscience face à certains actes qui

lèsent gravement le droit à la vie, comme l'avortement.

Une autre manifestation de la marginalisation de la religion, et, en particulier, du christianisme, consiste dans le bannissement de la vie publique des fêtes et des symboles religieux, au nom du respect à l'égard de ceux qui appartiennent à d'autres religions ou de ceux qui ne croient pas. En agissant ainsi, non seulement on limite le droit des croyants à l'expression publique de leur foi, mais on se coupe aussi des racines culturelles qui alimentent l'identité profonde et la cohésion sociale de nombreuses nations. L'année dernière, certains pays européens se sont associés au recours du Gouvernement italien dans la cause bien connue concernant l'exposition du crucifix dans les lieux publics. Je désire exprimer ma gratitude aux Autorités de ces nations, ainsi qu'à tous ceux qui se sont engagés dans ce sens, Episcopats, Organisations et associations civiles ou religieuses, en particulier le Patriarcat de Moscou et les autres représentants de la hiérarchie orthodoxe, ainsi qu'à toutes les personnes - croyants mais aussi non-croyants - qui ont tenu à manifester leur attachement à ce symbole porteur de valeurs universelles.

Reconnaître la liberté religieuse signifie, en outre, garantir que les communautés religieuses puissent opérer librement dans la société, par des initiatives dans les secteurs social, caritatif ou éducatif. Partout dans le monde, d'ailleurs, on peut constater la fécondité des œuvres de l'Eglise catholique en ces domaines. Il est préoccupant que ce service que les communautés religieuses rendent à toute la société, en particulier pour l'éducation des jeunes générations, soit compromis ou entravé par des projets de loi qui risquent de créer une sorte de monopole étatique en matière scolaire, comme on le constate par exemple dans certains pays d'Amérique Latine. Alors que plusieurs d'entre eux célèbrent le deuxième centenaire de leur indépendance, occasion propice pour se souvenir de la contribution de l'Eglise catholique à la formation de l'identité nationale, j'exhorte tous les Gouvernements à promouvoir des systèmes éducatifs qui respectent le droit primordial des familles à décider de l'éducation des enfants et qui s'inspirent du principe de subsidiarité, fondamental pour organiser une société juste.

Poursuivant ma réflexion, je ne puis passer sous silence une autre atteinte à la liberté religieuse des familles dans certains pays européens, là où est imposée la participation à des cours d'éducation sexuelle ou civique véhiculant des conceptions de la personne et de la vie prétendument neutres, mais qui en réalité reflètent une anthropologie contraire à la foi et à la juste raison.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

En cette circonstance solennelle, permettez-moi d'explicitier quelques principes dont le Saint-Siège, avec toute l'Eglise catholique, s'inspire dans son activité auprès des Organisations Internationales intergouvernementales, afin de promouvoir le plein respect de la liberté religieuse pour tous. En premier lieu, c'est la conviction que l'on ne peut créer une sorte d'échelle dans la gravité de l'intolérance envers les religions. Malheureusement, une telle attitude est fréquente, et ce sont précisément les actes discriminatoires contre les chrétiens qui sont considérés comme moins graves, moins dignes d'attention de la part des gouvernements et de l'opinion publique. En même temps, on doit aussi refuser le contraste périlleux que certains veulent instaurer entre le droit à la liberté religieuse et les autres droits de l'homme, oubliant ou niant ainsi le rôle central du respect de la liberté religieuse dans la défense et la protection de la haute dignité de l'homme. Moins justifiables encore sont les tentatives d'opposer au droit à la liberté religieuse de prétendus nouveaux droits, activement promus par certains secteurs de la société et insérés dans des législations nationales ou dans des directives internationales, mais qui ne sont, en réalité, que l'expression de désirs égoïstes et ne trouvent pas leur fondement dans l'authentique nature humaine. Enfin, il faut affirmer qu'une proclamation abstraite de la liberté religieuse n'est pas suffisante : cette norme fondamentale de la vie sociale doit trouver application et respect à tous les niveaux et dans tous les domaines; autrement, malgré de justes affirmations de principe, on risque de commettre de profondes injustices à l'égard des citoyens qui souhaitent professer et pratiquer librement leur foi.

La promotion d'une pleine liberté religieuse des communautés catholiques est aussi le but que recherche le Saint-Siège quand il conclut des Concordats ou autres Accords. Je me réjouis que des Etats de diverses régions du monde et de diverses traditions religieuses, culturelles et juridiques choisissent le moyen de Conventions internationales pour organiser les rapports entre la communauté politique et l'Eglise catholique,

établissant par le dialogue le cadre d'une collaboration dans le respect des compétences réciproques. L'année dernière, a été conclu et est entré en vigueur un Accord pour l'assistance religieuse des fidèles catholiques des forces armées en Bosnie-Herzégovine, et des négociations sont actuellement en cours dans divers pays. Nous en espérons une issue positive, assurant des solutions respectueuses de la nature et de la liberté de l'Eglise pour le bien de toute la société.

L'activité des Représentants Pontificaux auprès des Etats et des Organisations internationales est également au service de la liberté religieuse. Je voudrais relever avec satisfaction que les Autorités vietnamiennes ont accepté que je désigne un Représentant, qui exprimera par ses visites à la chère communauté catholique de ce pays la sollicitude du Successeur de Pierre. Je voudrais également rappeler que, durant l'année dernière, le réseau diplomatique du Saint-Siège s'est encore renforcé en Afrique, une présence stable étant désormais assurée dans trois pays où le Nonce n'est pas résident. S'il plaît à Dieu, je me rendrai encore dans ce continent, au Bénin, en novembre prochain, pour remettre l'Exhortation Apostolique qui recueillera les fruits des travaux de la deuxième Assemblée Spéciale pour l'Afrique du Synode des Evêques.

Devant cet illustre auditoire, je voudrais enfin redire avec force que la religion ne constitue pas pour la société un problème, qu'elle n'est pas un facteur de trouble ou de conflit. Je voudrais répéter que l'Eglise ne recherche pas de privilèges, ni ne veut intervenir dans des domaines étrangers à sa mission, mais simplement exercer celle-ci avec liberté. J'invite chacun à reconnaître la grande leçon de l'histoire : *« Comment nier la contribution des grandes religions du monde au développement de la civilisation ? La recherche sincère de Dieu a conduit à un plus grand respect de la dignité de l'homme. Les communautés chrétiennes, avec leur patrimoine de valeurs et de principes, ont fortement contribué à la prise de conscience de la part des personnes et des peuples, de leur identité et de leur dignité, de même qu'à la conquête d'institutions démocratiques et à l'affirmation des droits de l'homme ainsi que des devoirs correspondants. Aujourd'hui encore, dans une société toujours plus mondialisée, les chrétiens sont appelés, non seulement à un engagement civil, économique et politique responsable, mais aussi au témoignage de leur charité et de leur foi, à offrir une contribution précieuse à l'engagement rude et exaltant pour la justice, le développement humain intégral et le juste ordonnancement des réalités humaines »* (Message pour la célébration de la Journée Mondiale de la Paix, 1er janvier 2011, n. 7).

Emblématique, à cet égard, est la figure de la Bienheureuse Mère Teresa de Calcutta : le centenaire de sa naissance a été célébré à Tirana, à Skopje et à Pristina comme en Inde ; un vibrant hommage lui a été rendu non seulement par l'Eglise, mais aussi par des Autorités civiles et des chefs religieux, sans compter les personnes de toutes confessions. Des exemples comme le sien montrent au monde combien l'engagement qui naît de la foi est bénéfique à toute la société.

Qu'aucune société humaine ne se prive volontairement de l'apport fondamental que constituent les personnes et les communautés religieuses ! Comme le rappelait le Concile Vatican II, en assurant pleinement et à tous la juste liberté religieuse, la société pourra ainsi *« jouir des biens de la justice et de la paix découlant de la fidélité des hommes envers Dieu et sa sainte volonté »* (Déclaration *Dignitatis Humanae*, n. 6).

Voici pourquoi, alors que nous formons des vœux afin que cette nouvelle année soit riche de concorde et de réel progrès, j'exhorte tous, responsables politiques, chefs religieux et personnes de toutes catégories, à entreprendre avec détermination la voie vers une paix authentique et durable, qui passe par le respect du droit à la liberté religieuse dans toute son étendue.

Sur cet engagement qui nécessite, pour sa mise en œuvre, que toute la famille humaine s'y investisse, j'invoque la Bénédiction de Dieu Tout-Puissant, qui a opéré notre réconciliation avec lui et entre nous, par son Fils Jésus-Christ, notre paix (*Eph. 2, 14*).

Bonne année à tous!

[00042-03.01] [Texte original: Français]

• **TRADUZIONE IN LINGUA INGLESE**

Your Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

I am pleased to welcome you, the distinguished representatives of so many countries, to this meeting which each year assembles you around the Successor of Peter. It is a deeply significant meeting, since it is a sign and illustration of the place of the Church and of the Holy See in the international community. I offer my greetings and cordial good wishes to each of you, and particularly to those who have come for the first time. I am grateful to you for the commitment and interest with which, in the exercise of your demanding responsibilities, you follow my activities, those of the Roman Curia and thus, in some sense, the life of the Catholic Church throughout the world. Your Dean, Ambassador Alejandro Valladares Lanza, has interpreted your sentiments and I thank him for the good wishes which he has expressed to me in the name of all. Knowing how close-knit your community is, I am certain that today you are also thinking of the Ambassador of the Kingdom of the Netherlands, Baroness van Lynden-Leijten, who several weeks ago returned to the house of the Father. I prayerfully share your sentiments.

As a new year begins, our own hearts and the entire world continue to echo the joyful message proclaimed twenty centuries ago in the night of Bethlehem, a night which symbolizes humanity's deep need for light, love and peace. To the men and women of that time, as to those of our own day, the heavenly hosts brought the good news of the coming of the Saviour: *"The people who walked in darkness have seen a great light; those who dwelt in a land of deep darkness, on them has light shined"* (Is 9:1). The mystery of the Son of God who became the son of man truly surpasses all human expectations. In its absolute gratuitousness this saving event is the authentic and full response to the deep desire of every heart. The truth, goodness, happiness and abundant life which each man and woman consciously or unconsciously seeks are given to us by God. In longing for these gifts, each person is seeking his Creator, for *"God alone responds to the yearning present in the heart of every man and woman"* (Post-Synodal Apostolic Exhortation *Verbum Domini*, 23). Humanity throughout history, in its beliefs and rituals, demonstrates a constant search for God and *"these forms of religious expression are so universal that one may well call man a religious being"* (Catechism of the Catholic Church, 28). The religious dimension is an undeniable and irrepressible feature of man's being and acting, the measure of the fulfilment of his destiny and of the building up of the community to which he belongs. Consequently, when the individual himself or those around him neglect or deny this fundamental dimension, imbalances and conflicts arise at all levels, both personal and interpersonal.

This primary and basic truth is the reason why, in this year's *Message for World Day of Peace*, I identified religious freedom as the fundamental path to peace. Peace is built and preserved only when human beings can freely seek and serve God in their hearts, in their lives and in their relationships with others.

Ladies and Gentlemen, your presence on this solemn occasion is an invitation to survey the countries which you represent and the entire world. In this panorama do we not find numerous situations in which, sadly, the right to religious freedom is violated or denied? It is indeed the first of human rights, not only because it was historically the first to be recognized but also because it touches the constitutive dimension of man, his relation with his Creator. Yet is this fundamental human right not all too often called into question or violated? It seems to me that society, its leaders and public opinion are becoming more and more aware, even if not always in a clear way, of this grave attack on the dignity and freedom of *homo religiosus*, which I have sought on numerous occasions to draw to the attention of all.

I did so during the past year in my Apostolic Journeys to Malta, Portugal, Cyprus, the United Kingdom and Spain. Above and beyond the diversity of those countries, I recall with gratitude their warm welcome. The Special Assembly for the Middle East of the Synod of Bishops, which took place in the Vatican in October, was a moment of prayer and reflection in which our thoughts turned insistently to the Christian communities in that part of the world which suffer greatly because of their fidelity to Christ and the Church.

Looking to the East, the attacks which brought death, grief and dismay among the Christians of Iraq, even to the point of inducing them to leave the land where their families have lived for centuries, has troubled us deeply. To the authorities of that country and to the Muslim religious leaders I renew my heartfelt appeal that their Christian fellow-citizens be able to live in security, continuing to contribute to the society in which they are fully members.

In Egypt too, in Alexandria, terrorism brutally struck Christians as they prayed in church. This succession of attacks is yet another sign of the urgent need for the governments of the region to adopt, in spite of difficulties and dangers, effective measures for the protection of religious minorities. Need we repeat it? In the Middle East, *Christians are original and authentic citizens who are loyal to their fatherland and assume their duties toward their country. It is natural that they should enjoy all the rights of citizenship, freedom of conscience, freedom of worship and freedom in education, teaching and the use of the mass media*" (Message to the People of God of the Special Assembly for the Middle East of the Synod of Bishops, 10). I appreciate the concern for the rights of the most vulnerable and the political farsightedness which some countries in Europe have demonstrated in recent days by their call for a concerted response on the part of the European Union for the defence of Christians in the Middle East. Finally, I would like to state once again that the right to religious freedom is not fully respected when only freedom of worship is guaranteed, and that with restrictions. Furthermore, I encourage the accompaniment of the full safeguarding of religious freedom and other human rights by programmes which, beginning in primary school and within the context of religious instruction, will educate everyone to respect their brothers and sisters in humanity. Regarding the states of the Arabian Peninsula, where numerous Christian immigrant workers live, I hope that the Catholic Church will be able to establish suitable pastoral structures.

Among the norms prejudicing the right of persons to religious freedom, particular mention must be made of the law against blasphemy in Pakistan: I once more encourage the leaders of that country to take the necessary steps to abrogate that law, all the more so because it is clear that it serves as a pretext for acts of injustice and violence against religious minorities. The tragic murder of the governor of Punjab shows the urgent need to make progress in this direction: the worship of God furthers fraternity and love, not hatred and division. Other troubling situations, at times accompanied by acts of violence, can be mentioned in south and south-east Asia, in countries which for that matter have a tradition of peaceful social relations. The particular influence of a given religion in a nation ought never to mean that citizens of another religion can be subject to discrimination in social life or, even worse, that violence against them can be tolerated. In this regard, it is important for interreligious dialogue to favour a common commitment to recognizing and promoting the religious freedom of each person and community. And, as I remarked earlier, violence against Christians does not spare Africa. Attacks on places of worship in Nigeria during the very celebrations marking the birth of Christ are another sad proof of this.

In a number of countries, on the other hand, a constitutionally recognized right to religious freedom exists, yet the life of religious communities is in fact made difficult and at times even dangerous (cf. *Dignitatis Humanae*, 15) because the legal or social order is inspired by philosophical and political systems which call for strict control, if not a monopoly, of the state over society. Such inconsistencies must end, so that believers will not find themselves torn between fidelity to God and loyalty to their country. I ask in particular that Catholic communities be everywhere guaranteed full autonomy of organization and the freedom to carry out their mission, in conformity with international norms and standards in this sphere.

My thoughts turn once again to the Catholic community of mainland China and its pastors, who are experiencing a time of difficulty and trial. I would also like to offer a word of encouragement to the authorities of Cuba, a country which in 2010 celebrated seventy-five years of uninterrupted diplomatic relations with the Holy See, that the dialogue happily begun with the Church may be reinforced and expanded.

Turning our gaze from East to West, we find ourselves faced with other kinds of threats to the full exercise of religious freedom. I think in the first place of countries which accord great importance to pluralism and tolerance, but where religion is increasingly being marginalized. There is a tendency to consider religion, all religion, as something insignificant, alien or even destabilizing to modern society, and to attempt by different means to prevent it from having any influence on the life of society. Christians are even required at times to act in the exercise of their profession with no reference to their religious and moral convictions, and even in opposition to them, as for example where laws are enforced limiting the right to conscientious objection on the part of health care or legal professionals.

In this context, one can only be gratified by the adoption by the Council of Europe last October of a resolution protecting the right to conscientious objection on the part of medical personnel vis-à-vis certain acts which gravely violate the right to life, such as abortion.

Another sign of the marginalization of religion, and of Christianity in particular, is the banning of religious feasts and symbols from civic life under the guise of respect for the members of other religions or those who are not believers. By acting in this way, not only is the right of believers to the public expression of their faith restricted, but an attack is made on the cultural roots which nourish the profound identity and social cohesion of many nations. Last year, a number of European countries supported the appeal lodged by the Italian government in the well-known case involving the display of the crucifix in public places. I am grateful to the authorities of those nations, as well as to all those who became involved in the issue, episcopates, civil and religious organizations and associations, particularly the Patriarchate of Moscow and the other representatives of the Orthodox hierarchy, as well as to all those – believers and non-believers alike – who wished to show their sympathy for this symbol, which bespeaks universal values.

Acknowledging religious freedom also means ensuring that religious communities can operate freely in society through initiatives in the social, charitable or educational sectors. Throughout the world, one can see the fruitful work accomplished by the Catholic Church in these areas. It is troubling that this service which religious communities render to society as a whole, particularly through the education of young people, is compromised or hampered by legislative proposals which risk creating a sort of state monopoly in the schools; this can be seen, for example, in certain countries in Latin America. Now that many of those countries are celebrating the second centenary of their independence – a fitting time for remembering the contribution made by the Catholic Church to the development of their national identity – I exhort all governments to promote educational systems respectful of the primordial right of families to make decisions about the education of their children, systems inspired by the principle of subsidiarity which is basic to the organization of a just society.

Continuing my reflection, I cannot remain silent about another attack on the religious freedom of families in certain European countries which mandate obligatory participation in courses of sexual or civic education which allegedly convey a neutral conception of the person and of life, yet in fact reflect an anthropology opposed to faith and to right reason.

Ladies and Gentlemen,

on this solemn occasion, allow me to state clearly several principles which inspire the Holy See, together with the whole Catholic Church, in its activity within the intergovernmental International Organizations for the promotion of full respect for the religious freedom of all. First, the conviction that one cannot create a sort of scale of degrees of religious intolerance. Unfortunately, such an attitude is frequently found, and it is precisely acts of discrimination against Christians which are considered less grave and less worthy of attention on the part of governments and public opinion. At the same time, there is a need to reject the dangerous notion of a conflict between the right to religious freedom and other human rights, thus disregarding or denying the central role of respect for religious freedom in the defence and protection of fundamental human dignity. Even less justifiable are attempts to counter the right of religious freedom with other alleged new rights which, while actively promoted by certain sectors of society and inserted in national legislation or in international directives, are nonetheless merely the expression of selfish desires lacking a foundation in authentic human nature. Finally, it seems unnecessary to point out that an abstract proclamation of religious freedom is insufficient: this fundamental rule of social life must find application and respect at every level and in all areas; otherwise, despite correct affirmations of principle, there is a risk that deep injustice will be done to citizens wishing to profess and freely practise their faith.

Promoting the full religious freedom of Catholic communities is also the aim of the Holy See in signing Concordats and other agreements. I am gratified that states in different parts of the world, and of different religious, cultural and juridical traditions, choose international conventions as a means of organizing relations between the political community and the Catholic Church, thus establishing through dialogue a framework of cooperation and respect for reciprocal areas of competence. Last year witnessed the signing and implementation of an Agreement for the religious assistance of the Catholic faithful in the armed forces in Bosnia and Herzegovina, and negotiations are presently under way with different countries. We trust that they will have a positive outcome, ensuring solutions respectful of the nature and freedom of the Church for the good of society as a whole.

The activity of the Papal Representatives accredited to states and international organizations is likewise at the service of religious freedom. I would like to point out with satisfaction that the Vietnamese authorities have accepted my appointment of a Representative who will express the solicitude of the Successor of Peter by visiting the beloved Catholic community of that country. I would also like to mention that in the past year the diplomatic presence of the Holy See was expanded in Africa, since a stable presence is now assured in three countries without a resident Nuncio. God willing, I will once more travel to that continent, to Benin next November, in order to consign the Apostolic Exhortation which will gather the fruits of the labours of the second Special Assembly for Africa of the Synod of Bishops.

Before this distinguished assembly, I would like once more to state forcefully that religion does not represent a problem for society, that it is not a source of discord or conflict. I would repeat that the Church seeks no privileges, nor does she seek to intervene in areas unrelated to her mission, but simply to exercise the latter with freedom. I invite everyone to acknowledge the great lesson of history: *"How can anyone deny the contribution of the world's great religions to the development of civilization? The sincere search for God has led to greater respect for human dignity. Christian communities, with their patrimony of values and principles, have contributed much to making individuals and peoples aware of their identity and their dignity, the establishment of democratic institutions and the recognition of human rights and their corresponding duties. Today too, in an increasingly globalized society, Christians are called, not only through their responsible involvement in civic, economic and political life but also through the witness of their charity and faith, to offer a valuable contribution to the laborious and stimulating pursuit of justice, integral human development and the right ordering of human affairs"* (Message for the Celebration of World Peace Day, 1 January 2011, 7).

A clear example of this was Blessed Mother Teresa of Calcutta: the centenary of her birth was celebrated at Tirana, Skopje and Pristina as well as in India, and a moving homage was paid to her not only by the Church but also by civil authorities and religious leaders, to say nothing of people of all religions. People like her show the world the extent to which the commitment born of faith is beneficial to society as a whole.

May no human society willingly deprive itself of the essential contribution of religious persons and communities! As the Second Vatican Council recalled, by guaranteeing just religious freedom fully and to all, society can *"enjoy the benefits of justice and peace which result from faithfulness to God and his holy will"* (Declaration *Dignitatis Humanae*, 6).

For this reason, as we exchange good wishes for a new year rich in concord and genuine progress, I exhort everyone, political and religious leaders and persons of every walk of life, to set out with determination on the path leading to authentic and lasting peace, a path which passes through respect for the right to religious freedom in all its fullness.

On this commitment, whose accomplishment calls for the involvement of the whole human family, I invoke the blessing of Almighty God, who has reconciled us with himself and with one another through his Son Jesus Christ our peace (*Eph 2:14*).

A Happy New Year to all!

[00042-02.01] [Original text: French]

• **TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA**

Eccellenze,
Signore e Signori,

Sono lieto di accogliervi per questo incontro che, ogni anno, vi riunisce intorno al Successore di Pietro, illustri Rappresentanti di così numerosi Paesi. Esso riveste un alto significato, poiché offre un'immagine e al tempo stesso un esempio del ruolo della Chiesa e della Santa Sede nella comunità internazionale. Rivolgo a ciascuno di voi saluti e voti cordiali, in particolare a quanti sono qui per la prima volta. Vi sono riconoscente per l'impegno

e l'attenzione con i quali, nell'esercizio delle vostre delicate funzioni, seguite le mie attività, quelle della Curia Romana e, così, in un certo modo, la vita della Chiesa cattolica in ogni parte del mondo. Il vostro Decano, l'Ambasciatore Alejandro Valladares Lanza, si è fatto interprete dei vostri sentimenti, e lo ringrazio per gli auguri che mi ha espresso a nome di tutti. Sapendo quanto la vostra comunità è unita, sono certo che è presente oggi nel vostro pensiero l'Ambasciatrice del Regno dei Paesi Bassi, la Baronessa van Lynden-Leijten, ritornata qualche settimana fa alla casa del Padre. Mi associo nella preghiera ai vostri sentimenti di commozione.

Quando inizia un nuovo anno, nei nostri cuori e nel mondo intero risuona ancora l'eco del gioioso annuncio che è brillato venti secoli or sono nella notte di Betlemme, notte che simboleggia la condizione dell'umanità, nel suo bisogno di luce, d'amore e di pace. Agli uomini di allora come a quelli di oggi, le schiere celesti hanno recato la buona notizia dell'avvento del Salvatore: "Il popolo che camminava nelle tenebre ha visto una grande luce; su coloro che abitavano in terra tenebrosa una luce rifulse" (*Is 9,1*). Il Mistero del Figlio di Dio che diventa figlio d'uomo supera sicuramente ogni attesa umana. Nella sua gratuità assoluta, questo avvenimento di salvezza è la risposta autentica e completa al desiderio profondo del cuore. La verità, il bene, la felicità, la vita in pienezza, che ogni uomo ricerca consapevolmente o inconsapevolmente, gli sono donati da Dio. Aspirando a questi benefici, ogni persona è alla ricerca del suo Creatore, perché "solo Dio risponde alla sete che sta nel cuore di ogni uomo" (Esort. ap. postsinodale *Verbum Domini*, 23). L'umanità, in tutta la sua storia, attraverso le sue credenze e i suoi riti, manifesta un'incessante ricerca di Dio e "tali forme d'espressione sono così universali che l'uomo può essere definito un essere religioso" (*Catechismo della Chiesa Cattolica*, 28). La dimensione religiosa è una caratteristica innegabile e incoercibile dell'essere e dell'agire dell'uomo, la misura della realizzazione del suo destino e della costruzione della comunità a cui appartiene. Pertanto, quando l'individuo stesso o coloro che lo circondano trascurano o negano questo aspetto fondamentale, si creano squilibri e conflitti a tutti i livelli, tanto sul piano personale che su quello interpersonale.

E' in questa verità primaria e fondamentale che si trova la ragione per cui ho indicato la libertà religiosa come la via fondamentale per la costruzione della pace, nel *Messaggio per la celebrazione della Giornata Mondiale della Pace* di quest'anno. La pace, infatti, si costruisce e si conserva solamente quando l'uomo può liberamente cercare e servire Dio nel suo cuore, nella sua vita e nelle sue relazioni con gli altri.

Signore e Signori Ambasciatori, la vostra presenza in questa circostanza solenne è un invito a compiere un giro di orizzonte su tutti i Paesi che voi rappresentate e sul mondo intero. In questo panorama, non vi sono forse numerose situazioni nelle quali, purtroppo, il diritto alla libertà religiosa è leso o negato? Questo diritto dell'uomo, che in realtà è il primo dei diritti, perché, storicamente, è stato affermato per primo, e, d'altra parte, ha come oggetto la dimensione costitutiva dell'uomo, cioè la sua relazione con il Creatore, non è forse troppo spesso messo in discussione o violato? Mi sembra che la società, i suoi responsabili e l'opinione pubblica si rendano oggi maggiormente conto, anche se non sempre in modo esatto, di tale grave ferita inferta contro la dignità e la libertà dell'*homo religiosus*, sulla quale ho tenuto, a più riprese, ad attirare l'attenzione di tutti.

L'ho fatto durante i miei viaggi apostolici dell'anno scorso, a Malta e in Portogallo, a Cipro, nel Regno Unito e in Spagna. Al di là delle caratteristiche di questi Paesi, conservo di tutti un ricordo pieno di gratitudine per l'accoglienza che mi hanno riservato. L'Assemblea Speciale per il Medio Oriente del Sinodo dei Vescovi, che si è svolta in Vaticano nel corso del mese di ottobre, è stata un momento di preghiera e di riflessione, durante il quale il pensiero si è rivolto con insistenza verso le comunità cristiane di quelle regioni del mondo, così provate a causa della loro adesione a Cristo e alla Chiesa.

Sì, guardando verso l'Oriente, gli attentati che hanno seminato morte, dolore e smarrimento tra i cristiani dell'Iraq, al punto da spingerli a lasciare la terra dove i loro padri hanno vissuto lungo i secoli, ci hanno profondamente addolorato. Rinnovo alle Autorità di quel Paese e ai capi religiosi musulmani il mio preoccupato appello ad operare affinché i loro concittadini cristiani possano vivere in sicurezza e continuare ad apportare il loro contributo alla società di cui sono membri a pieno titolo. Anche in Egitto, ad Alessandria, il terrorismo ha colpito brutalmente dei fedeli in preghiera in una chiesa. Questa successione di attacchi è un segno ulteriore dell'urgente necessità per i Governi della Regione di adottare, malgrado le difficoltà e le minacce, misure efficaci per la protezione delle minoranze religiose. Bisogna dirlo ancora una volta? In Medio Oriente, "i cristiani sono cittadini originali e autentici, leali alla loro patria e fedeli a tutti i loro doveri nazionali. E' naturale che essi possano godere di tutti i diritti di cittadinanza, di libertà di coscienza e di culto, di libertà nel campo

dell'insegnamento e dell'educazione e nell'uso dei mezzi di comunicazione" (*Messaggio al Popolo di Dio dell'Assemblea Speciale per il Medio Oriente del Sinodo dei Vescovi*, 10). A tale riguardo, apprezzo l'attenzione per i diritti dei più deboli e la lungimiranza politica di cui hanno dato prova alcuni Paesi d'Europa negli ultimi giorni, domandando una risposta concertata dell'Unione Europea affinché i cristiani siano difesi nel Medio Oriente. Vorrei ricordare infine che la libertà religiosa non è pienamente applicata là dove è garantita solamente la libertà di culto, per di più con delle limitazioni. Incoraggio, inoltre, ad accompagnare la piena tutela della libertà religiosa e degli altri diritti umani con programmi che, fin dalla scuola primaria e nel quadro dell'insegnamento religioso, educano al rispetto di tutti i fratelli nell'umanità. Per quanto riguarda poi gli Stati della Penisola Arabica, dove vivono numerosi lavoratori immigrati cristiani, auspico che la Chiesa cattolica possa disporre di adeguate strutture pastorali.

Tra le norme che ledono il diritto delle persone alla libertà religiosa, una menzione particolare dev'essere fatta della legge contro la blasfemia in Pakistan: incoraggio di nuovo le Autorità di quel Paese a compiere gli sforzi necessari per abrogarla, tanto più che è evidente che essa serve da pretesto per provocare ingiustizie e violenze contro le minoranze religiose. Il tragico assassinio del Governatore del Punjab mostra quanto sia urgente procedere in tal senso: la venerazione nei riguardi di Dio promuove la fraternità e l'amore, non l'odio e la divisione. Altre situazioni preoccupanti, talvolta con atti di violenza, possono essere menzionate nel Sud e nel Sud-Est del continente asiatico, in Paesi che hanno peraltro una tradizione di rapporti sociali pacifici. Il peso particolare di una determinata religione in una nazione non dovrebbe mai implicare che i cittadini appartenenti ad un'altra confessione siano discriminati nella vita sociale o, peggio ancora, che sia tollerata la violenza contro di essi. A questo proposito, è importante che il dialogo inter-religioso favorisca un impegno comune a riconoscere e promuovere la libertà religiosa di ogni persona e di ogni comunità. Infine, come ho già ricordato, la violenza contro i cristiani non risparmia l'Africa. Gli attacchi contro luoghi di culto in Nigeria, proprio mentre si celebrava la Nascita di Cristo, ne sono un'altra triste testimonianza.

In diversi Paesi, d'altronde, la Costituzione riconosce una certa libertà religiosa, ma, di fatto, la vita delle comunità religiose è resa difficile e talvolta anche precaria (cfr Conc. Vat. II, Dich. *Dignitatis humanae*, 15), perché l'ordinamento giuridico o sociale si ispira a sistemi filosofici e politici che postulano uno stretto controllo, per non dire un monopolio, dello Stato sulla società. Bisogna che cessino tali ambiguità, in modo che i credenti non si trovino dibattuti tra la fedeltà a Dio e la lealtà alla loro patria. Domando in particolare che sia garantita dovunque alle comunità cattoliche la piena autonomia di organizzazione e la libertà di compiere la loro missione, in conformità alle norme e agli *standards* internazionali in questo campo.

In questo momento, il mio pensiero si volge di nuovo verso la comunità cattolica della Cina continentale e i suoi Pastori, che vivono un momento di difficoltà e di prova. D'altro canto, vorrei indirizzare una parola di incoraggiamento alle Autorità di Cuba, Paese che ha celebrato nel 2010 settantacinque anni di relazioni diplomatiche ininterrotte con la Santa Sede, affinché il dialogo che si è felicemente instaurato con la Chiesa si rafforzi ulteriormente e si allarghi.

Spostando il nostro sguardo dall'Oriente all'Occidente, ci troviamo di fronte ad altri tipi di minacce contro il pieno esercizio della libertà religiosa. Penso, in primo luogo, a Paesi nei quali si accorda una grande importanza al pluralismo e alla tolleranza, ma dove la religione subisce una crescente emarginazione. Si tende a considerare la religione, ogni religione, come un fattore senza importanza, estraneo alla società moderna o addirittura destabilizzante, e si cerca con diversi mezzi di impedirne ogni influenza nella vita sociale. Si arriva così a pretendere che i cristiani agiscano nell'esercizio della loro professione senza riferimento alle loro convinzioni religiose e morali, e persino in contraddizione con esse, come, per esempio, là dove sono in vigore leggi che limitano il diritto all'obiezione di coscienza degli operatori sanitari o di certi operatori del diritto.

In tale contesto, non si può che rallegrarsi dell'adozione da parte del Consiglio d'Europa, nello scorso mese di ottobre, di una Risoluzione che protegge il diritto del personale medico all'obiezione di coscienza di fronte a certi atti che ledono gravemente il diritto alla vita, come l'aborto.

Un'altra manifestazione dell'emarginazione della religione e, in particolare, del cristianesimo, consiste nel bandire dalla vita pubblica feste e simboli religiosi, in nome del rispetto nei confronti di quanti appartengono ad

altre religioni o di coloro che non credono. Agendo così, non soltanto si limita il diritto dei credenti all'espressione pubblica della loro fede, ma si tagliano anche radici culturali che alimentano l'identità profonda e la coesione sociale di numerose nazioni. L'anno scorso, alcuni Paesi europei si sono associati al ricorso del Governo italiano nella ben nota causa concernente l'esposizione del crocifisso nei luoghi pubblici. Desidero esprimere la mia gratitudine alle Autorità di queste nazioni, come pure a tutti coloro che si sono impegnati in tal senso, Episcopati, Organizzazioni e Associazioni civili o religiose, in particolare il Patriarcato di Mosca e gli altri rappresentanti della gerarchia ortodossa, come tutte le persone - credenti ma anche non credenti - che hanno tenuto a manifestare il loro attaccamento a questo simbolo portatore di valori universali.

Riconoscere la libertà religiosa significa, inoltre, garantire che le comunità religiose possano operare liberamente nella società, con iniziative nei settori sociale, caritativo od educativo. In ogni parte del mondo, d'altronde, si può constatare la fecondità delle opere della Chiesa cattolica in questi campi. E' preoccupante che questo servizio che le comunità religiose offrono a tutta la società, in particolare per l'educazione delle giovani generazioni, sia compromesso o ostacolato da progetti di legge che rischiano di creare una sorta di monopolio statale in materia scolastica, come si constata ad esempio in certi Paesi dell'America Latina. Mentre parecchi di essi celebrano il secondo centenario della loro indipendenza, occasione propizia per ricordarsi del contributo della Chiesa cattolica alla formazione dell'identità nazionale, esorto tutti i governi a promuovere sistemi educativi che rispettino il diritto primordiale delle famiglie a decidere circa l'educazione dei figli e che si ispirino al principio di sussidiarietà, fondamentale per organizzare una società giusta.

Proseguendo la mia riflessione, non posso passare sotto silenzio un'altra minaccia alla libertà religiosa delle famiglie in alcuni Paesi europei, là dove è imposta la partecipazione a corsi di educazione sessuale o civile che trasmettono concezioni della persona e della vita presunte neutre, ma che in realtà riflettono un'antropologia contraria alla fede e alla retta ragione.

Signore e Signori Ambasciatori,

in questa circostanza solenne, permettetemi di esplicitare alcuni principi a cui la Santa Sede, con tutta la Chiesa cattolica, si ispira nella sua attività presso le Organizzazioni Internazionali intergovernative, al fine di promuovere il pieno rispetto della libertà religiosa per tutti. In primo luogo, la convinzione che non si può creare una sorta di scala nella gravità dell'intolleranza verso le religioni. Purtroppo, un tale atteggiamento è frequente, e sono precisamente gli atti discriminatori contro i cristiani che sono considerati meno gravi, meno degni di attenzione da parte dei governi e dell'opinione pubblica. Al tempo stesso, si deve pure rifiutare il contrasto pericoloso che alcuni vogliono instaurare tra il diritto alla libertà religiosa e gli altri diritti dell'uomo, dimenticando o negando così il ruolo centrale del rispetto della libertà religiosa nella difesa e protezione dell'alta dignità dell'uomo. Meno giustificabili ancora sono i tentativi di opporre al diritto alla libertà religiosa, dei pretesi nuovi diritti, attivamente promossi da certi settori della società e inseriti nelle legislazioni nazionali o nelle direttive internazionali, ma che non sono, in realtà, che l'espressione di desideri egoistici e non trovano il loro fondamento nell'autentica natura umana. Infine, occorre affermare che una proclamazione astratta della libertà religiosa non è sufficiente: questa norma fondamentale della vita sociale deve trovare applicazione e rispetto a tutti i livelli e in tutti i campi; altrimenti, malgrado giuste affermazioni di principio, si rischia di commettere profonde ingiustizie verso i cittadini che desiderano professare e praticare liberamente la loro fede.

La promozione di una piena libertà religiosa delle comunità cattoliche è anche lo scopo che persegue la Santa Sede quando conclude Concordati o altri Accordi. Mi rallegro che Stati di diverse regioni del mondo e di diverse tradizioni religiose, culturali e giuridiche scelgano il mezzo delle convenzioni internazionali per organizzare i rapporti tra la comunità politica e la Chiesa cattolica, stabilendo attraverso il dialogo il quadro di una collaborazione nel rispetto delle reciproche competenze. L'anno scorso è stato concluso ed è entrato in vigore un Accordo per l'assistenza religiosa dei fedeli cattolici delle forze armate in Bosnia-Erzegovina, e negoziati sono attualmente in corso in diversi Paesi. Speriamo in un esito positivo, capace di assicurare soluzioni rispettose della natura e della libertà della Chiesa per il bene di tutta la società.

L'attività dei Rappresentanti Pontifici presso Stati ed Organizzazioni internazionali è ugualmente al servizio della libertà religiosa. Vorrei rilevare con soddisfazione che le Autorità vietnamite hanno accettato che io designi un

Rappresentante, che esprimerà con le sue visite alla cara comunità cattolica di quel Paese la sollecitudine del Successore di Pietro. Vorrei ugualmente ricordare che, durante l'anno passato, la rete diplomatica della Santa Sede si è ulteriormente consolidata in Africa, una presenza stabile è ormai assicurata in tre Paesi dove il Nunzio non è residente. A Dio piacendo, mi recherò ancora in quel continente, in Benin, nel novembre prossimo, per consegnare l'Esortazione Apostolica che raccoglierà i frutti dei lavori della Seconda Assemblea Speciale per l'Africa del Sinodo dei Vescovi.

Dinanzi a questo illustre uditorio, vorrei infine ribadire con forza che la religione non costituisce per la società un problema, non è un fattore di turbamento o di conflitto. Vorrei ripetere che la Chiesa non cerca privilegi, né vuole intervenire in ambiti estranei alla sua missione, ma semplicemente esercitare questa missione con libertà. Invito ciascuno a riconoscere la grande lezione della storia: "Come negare il contributo delle grandi religioni del mondo allo sviluppo della civiltà? La sincera ricerca di Dio ha portato ad un maggiore rispetto della dignità dell'uomo. Le comunità cristiane, con il loro patrimonio di valori e principi, hanno fortemente contribuito alla presa di coscienza delle persone e dei popoli circa la propria identità e dignità, nonché alla conquista di istituzioni democratiche e all'affermazione dei diritti dell'uomo e dei suoi corrispettivi doveri. Anche oggi i cristiani, in una società sempre più globalizzata, sono chiamati, non solo con un responsabile impegno civile, economico e politico, ma anche con la testimonianza della propria carità e fede, ad offrire un contributo prezioso al faticoso ed esaltante impegno per la giustizia, per lo sviluppo umano integrale e per il retto ordinamento delle realtà umane" (*Messaggio per la celebrazione della Giornata Mondiale della Pace*, 1 gennaio 2011, 7).

Emblematica, a questo proposito, è la figura della Beata Madre Teresa di Calcutta: il centenario della sua nascita è stato celebrato a Tirana, a Skopje e a Pristina come in India; un vibrante omaggio le è stato reso non soltanto dalla Chiesa, ma anche da Autorità civili e capi religiosi, senza contare le persone di tutte le confessioni. Esempi come il suo mostrano al mondo quanto l'impegno che nasce dalla fede sia benefico per tutta la società.

Che nessuna società umana si privi volontariamente dell'apporto fondamentale che costituiscono le persone e le comunità religiose! Come ricordava il Concilio Vaticano II, assicurando pienamente e a tutti la giusta libertà religiosa, la società potrà "godere dei beni di giustizia e di pace che provengono dalla fedeltà degli uomini verso Dio e la sua santa volontà" (Dich. *Dignitatis humanae*, 6).

Ecco perché, mentre formulo voti affinché questo nuovo anno sia ricco di concordia e di reale progresso, esorto tutti, responsabili politici, capi religiosi e persone di ogni categoria, ad intraprendere con determinazione la via verso una pace autentica e duratura, che passa attraverso il rispetto del diritto alla libertà religiosa in tutta la sua estensione.

Su questo impegno, per la cui attuazione è necessario lo sforzo dell'intera famiglia umana, invoco la Benedizione di Dio Onnipotente, che ha operato la nostra riconciliazione con Lui e tra di noi, per mezzo del suo Figlio Gesù Cristo, nostra pace (cfr *Ef 2, 14*).

Buon anno a tutti!

[00042-01.01] [Testo originale: Francese]

• TRADUZIONE IN LINGUA TEDESCA

Exzellenzen!

Sehr geehrte Damen und Herren!

Mit Freude heiÙe ich Sie zu dieser Begegnung hier willkommen, die Sie, verehrte Vertreter so zahlreicher Länder, alljährlich um den Nachfolger Petri versammelt. Dieser Begegnung kommt eine hohe Bedeutung zu, denn sie ist ein Bild und zugleich eine Veranschaulichung der Rolle der Kirche und des Heiligen Stuhls in der internationalen Gemeinschaft. An jeden von Ihnen richte ich herzliche GruÙe und Glückwünsche, besonders an jene, die zum ersten Mal hier sind. Ich bin Ihnen dankbar für das Engagement und die Aufmerksamkeit, mit denen Sie in der Ausübung Ihrer anspruchsvollen Aufgaben meine Tätigkeiten, die der Römischen Kurie und so

in gewisser Weise das Leben der katholischen Kirche überall in der Welt verfolgen. Ihr Doyen, Botschafter Alejandro Valladares Lanza, hat Ihre Empfindungen zur Sprache gebracht, und ich danke ihm für die guten Wünsche, die er im Namen aller übermittelt hat. Da ich weiß, wie sehr Ihre Gemeinschaft in sich geeint ist, bin ich sicher, daß in Ihren Gedanken heute die Botschafterin des Königreichs der Niederlande, Baronin van Lynden-Leijten, gegenwärtig ist, die vor einigen Wochen ins Haus des Ewigen Vaters heimgekehrt ist. Im Gebet schließe ich mich Ihren Gefühlen an.

Während nun ein neues Jahr beginnt, hallt in unseren Herzen und in der ganzen Welt noch das Echo der freudigen Botschaft nach, die vor zweitausend Jahren in der Nacht von Bethlehem erschallt ist, in jener Nacht, die die Situation der Menschheit in ihrem Bedürfnis nach Licht, Liebe und Frieden symbolisiert. Den Menschen von damals wie denen von heute haben die himmlischen Heerscharen die gute Nachricht von der Ankunft des Heilands gebracht: „*Das Volk, das im Dunkel lebt, sieht ein helles Licht; über denen, die im Land der Finsternis wohnen, strahlt ein Licht auf*“ (Jes 9,1). Das Geheimnis des Sohnes Gottes, der zum Menschensohn wird, übersteigt gewiß alle menschliche Erwartung. An keinerlei Vorleistung gebunden, ist dieses Heilsgeschehen die authentische und erschöpfende Antwort auf das tiefste Sehen des Herzens. Was jeder Mensch bewußt oder unbewußt sucht – die Wahrheit, das Gute, das Glück, das Leben in Fülle –, wird ihm von Gott geschenkt. Im Streben nach diesen Gaben ist jeder Mensch auf der Suche nach Gott, weil „*nur Gott auf das Verlangen antwortet, das im Herzen eines jeden Menschen wohnt*“ (Nachsynodales Apostolisches Schreiben *Verbum Domini*, Nr. 23). In ihrer gesamten Geschichte zeigt die Menschheit durch ihre Glaubensanschauungen und ihre Riten ein unablässiges Suchen nach Gott, und „*diese Ausdrucksweisen ... sind so allgemein vorhanden, daß man den Menschen als ein religiöses Wesen bezeichnen kann*“ (*Katechismus der katholischen Kirche*, Nr. 28). Die religiöse Dimension ist ein unleugbares und unbezwingliches Merkmal des menschlichen Seins und Handelns, sie ist der Maßstab für die Verwirklichung seiner Bestimmung und für den Aufbau der Gemeinschaft, der er angehört. Wenn der einzelne selbst oder seine Umgebung diesen fundamentalen Aspekt vernachlässigt oder leugnet, bilden sich folglich Unausgeglichenheiten und Konflikte auf allen Ebenen, sowohl im persönlichen als auch im zwischenmenschlichen Bereich.

In dieser ersten und fundamentalen Wahrheit liegt der Grund, warum ich in der diesjährigen *Botschaft zum Weltfriedenstag* die Religionsfreiheit als den grundlegenden Weg für den Aufbau des Friedens bezeichnet habe. Tatsächlich wird der Friede nur dann geschaffen und erhalten, wenn der Mensch Gott in seinem Herzen, in seinem Leben und in seinen Beziehungen zu den anderen in Freiheit suchen und ihm dienen kann.

Meine Damen und Herren Botschafter, Ihre Anwesenheit bei diesem festlichen Anlaß ist eine Einladung, den Blick über all die Länder schweifen zu lassen, die Sie vertreten, und über die ganze Welt. Gibt es in diesem Panorama nicht zahlreiche Situationen, in denen leider das Recht auf die Religionsfreiheit verletzt oder gelehnt wird? Dieses Recht des Menschen, das in Wirklichkeit das erste der Rechte ist, weil es – geschichtlich gesehen – als erstes bestätigt wurde, und das andererseits die grundlegende Dimension des Menschen angeht, nämlich sein Verhältnis zu seinem Schöpfer, wird es nicht allzu oft in Frage gestellt oder verletzt? Mir scheint, daß die Gesellschaft, ihre Verantwortlichen und die öffentliche Meinung sich heute mehr, wenn auch nicht immer in rechter Weise, dieser schweren Verwundung bewußt wird, die der Würde und der Freiheit des *homo religiosus* zugefügt wird und auf die ich immer wieder allgemein aufmerksam machen wollte.

Dies habe ich auf meinen Apostolischen Reisen im vergangenen Jahr nach Malta und Portugal, nach Zypern, in das Vereinigte Königreich und nach Spanien getan. Unabhängig vom unterschiedlichen Charakter dieser Länder erinnere ich mich voller Dankbarkeit an sie alle wegen des Empfangs, den sie mir bereitet haben. Die Sonderversammlung der Bischofssynode für den Nahen Osten, die im Monat Oktober im Vatikan stattfand, war ein Moment des Gebetes und der Besinnung, in dem die Gedanken nachdrücklich zu den christlichen Gemeinschaften dieser Weltregion gingen, die wegen ihrer Zugehörigkeit zu Christus und zur Kirche so viel durchmachen müssen.

Ja, im Blick auf den Orient haben uns die Attentate zutiefst betrübt, die unter den Christen des Irak Tod, Schmerz und Verzweiflung gesät haben und sie sogar veranlassen, das Land zu verlassen, wo ihre Väter jahrhundertlang gelebt haben. Ich wiederhole meinen besorgten Appell an die Verantwortungsträger dieses Landes und an die islamischen Religionsführer, sich dafür einzusetzen, daß ihre christlichen Mitbürger in Frieden leben und weiterhin ihren Beitrag zu der Gesellschaft leisten können, deren vollgültige Mitglieder sie

sind. Auch in Ägypten, in Alexandrien, hat der Terrorismus Gläubige beim Gebet in einer Kirche brutal getroffen. Diese Folge von Angriffen ist ein weiteres Zeichen für die dringende Notwendigkeit, daß die Regierungen der Region trotz der Schwierigkeiten und der Drohungen wirksame Maßnahmen zum Schutz der religiösen Minderheiten ergreifen. Muß es noch einmal gesagt werden? *„Die Christen“* im Nahen Osten *„sind ursprüngliche und vollwertige Bürger, die loyal zu ihrer Heimat und zu allen ihren staatsbürgerlichen Pflichten stehen. Es versteht sich von selbst, daß sie alle Rechte der Staatsbürgerschaft, der Gewissens- und Religionsfreiheit, der Freiheit im Erziehungs- und Bildungswesen sowie beim Gebrauch der sozialen Kommunikationsmittel in Anspruch nehmen können“* (Botschaft der Sonderversammlung der Bischofssynode für den Nahen Osten an das Volk Gottes, Nr. 10). In dieser Hinsicht schätze ich die Aufmerksamkeit für die Rechte der Schwächsten und den politischen Weitblick, den manche Länder Europas in den letzten Tagen bewiesen haben, indem sie eine konzertierte Antwort der Europäischen Union zum Schutz der Christen im Nahen Osten forderten. Ich möchte schließlich daran erinnern, daß das Recht auf Religionsfreiheit dort keine volle Anwendung findet, wo nur die Kultusfreiheit, noch dazu mit Einschränkungen, gewährleistet wird. Ferner lade ich ein, die umfassende Wahrung der Religionsfreiheit und der anderen Menschenrechte durch Programme zu begleiten, die von der Grundschule an und im Rahmen des Religionsunterrichts zum Respekt gegenüber allen Brüdern und Schwestern in der Menschheit erziehen. Was die Länder auf der Arabischen Halbinsel betrifft, wo zahlreiche zugewanderte christliche Arbeiter leben, wünsche ich, daß die katholische Kirche über geeignete pastorale Strukturen verfügen kann.

Unter den Normen, die das Recht der Menschen auf Religionsfreiheit verletzen, muß das Gesetz gegen Blasphemie in Pakistan besondere Erwähnung finden: Ich ermutige die Verantwortungsträger dieses Landes erneut, die nötigen Anstrengungen zu unternehmen, es aufzuheben, um so mehr, da es offensichtlich als Vorwand dient, um Ungerechtigkeit und Gewalt gegen die religiösen Minderheiten zu provozieren. Der tragische Mord am Gouverneur der Provinz Punjab zeigt, wie dringend es ist, in diesem Sinn voranzugehen: Die Verehrung Gott gegenüber fördert Brüderlichkeit und Liebe, nicht Haß und Entzweiung. Andere besorgniserregende Situationen mit gelegentlichen Gewaltakten können im Süden und Südosten des asiatischen Kontinents erwähnt werden, in Ländern, die übrigens eine Tradition friedlicher gesellschaftlicher Beziehungen haben. Das besondere Gewicht einer bestimmten Religion in einer Nation dürfte niemals zur Folge haben, daß die Bürger, die einem anderen Bekenntnis angehören, im gesellschaftlichen Leben diskriminiert werden oder, noch schlimmer, daß Gewalt gegen sie geduldet wird. In dieser Hinsicht ist es wichtig, daß der interreligiöse Dialog einen allgemeinen Einsatz unterstützt, die Religionsfreiheit aller Menschen und aller Gemeinschaften anzuerkennen und zu fördern. Schließlich verschont, wie ich schon gesagt habe, die Gewalt gegen Christen auch Afrika nicht. Die Angriffe gegen Kultstätten in Nigeria, gerade als die Geburt Christi gefeiert wurde, sind ein weiteres trauriges Zeugnis dafür.

In verschiedenen Ländern hingegen erkennt die Verfassung eine gewisse Religionsfreiheit an, de facto aber wird das Leben der Religionsgemeinschaften erschwert und manchmal sogar gefährdet (vgl. Zweites Vatikanisches Konzil, Erklärung *Dignitatis humanae*, Nr. 15), weil die rechtliche oder gesellschaftliche Ordnung sich an philosophischen und politischen Systemen orientiert, die eine strikte Kontrolle – um nicht zu sagen ein Monopol – des Staates über die Gesellschaft fordern. Solche Zweideutigkeiten müssen aufhören, damit die Gläubigen sich nicht zwischen der Treue zu Gott und der Loyalität gegenüber ihrem Heimatland hin- und hergerissen sehen. Ich fordere im besonderen, daß in Übereinstimmung mit den internationalen Normen und Standards auf diesem Gebiet den katholischen Gemeinschaften überall die volle Selbstbestimmung und die Freiheit, ihre Sendung zu erfüllen, garantiert wird.

In diesem Moment gehen meine Gedanken erneut an die Katholiken in Kontinental-China und an ihre Hirten, die eine Zeit von Schwierigkeiten und Prüfungen durchleben. Ich möchte auch ein Wort der Ermutigung an die Verantwortungsträger in Kuba richten – ein Land, das 2010 fünfundsechzig Jahre ununterbrochene diplomatische Beziehungen mit dem Heiligen Stuhl gefeiert hat –, daß der mit der katholischen Kirche glücklicherweise begonnene Dialog weiter verstärkt und ausgeweitet wird.

Wenn wir unseren Blick vom Osten auf den Westen lenken, finden wir uns anderen Arten der Bedrohung der vollen Ausübung der Religionsfreiheit gegenüber. Ich denke an erster Stelle an die Länder, in denen dem Pluralismus und der Toleranz große Bedeutung zugemessen wird, wo aber die Religion eine zunehmende Ausgrenzung erleidet. Man neigt dazu, die Religion, jede Religion, als einen unbedeutenden Faktor anzusehen,

welcher der modernen Gesellschaft fremd ist oder sie gar destabilisiert, und man sucht mit verschiedenen Mitteln allen Einfluß auf das gesellschaftliche Leben zu verhindern. Man geht so weit zu verlangen, daß die Christen bei der Ausübung ihres Berufs ohne Bezug auf ihre religiöse und moralische Überzeugung, ja sogar im Gegensatz zu ihnen handeln, wie zum Beispiel dort, wo Gesetze in Kraft sind, die das Recht der Weigerung aus Gewissensgründen für Fachkräfte im Gesundheitswesen oder für gewisse im Rechtsbereich Tätige einschränken.

In diesem Zusammenhang kann man sich nur darüber freuen, daß im vergangenen Oktober der Europarat eine Resolution angenommen hat, die das Recht der im medizinischen Bereich Tätigen auf Weigerung aus Gewissensgründen in bezug auf gewisse Handlungen, die – wie die Abtreibung – das Recht auf Leben schwer verletzen, schützen.

Ein anderer Ausdruck der Ausgrenzung der Religion, des Christentums im besonderen, besteht in der Verbannung religiöser Feste und Symbole aus dem öffentlichen Leben im Namen der Achtung derer, die anderen Religionen angehören oder die nicht glauben. Durch ein solches Handeln wird nicht nur das Recht der Gläubigen eingeschränkt, öffentlich ihren Glauben zu bekunden, sondern man schneidet auch die kulturellen Wurzeln ab, die die tiefste Identität und den gesellschaftlichen Zusammenhalt zahlreicher Nationen nähren. Im vergangenen Jahr haben sich einige europäische Länder dem Rekurs der italienischen Regierung gegen die bekannte Causa hinsichtlich der Anbringung des Kreuzifixes an öffentlichen Orten angeschlossen. Ich möchte den Verantwortungsträgern dieser Nationen meinen Dank zum Ausdruck bringen, ebenso allen, die sich in diesem Sinne eingesetzt haben, den Bischöfen, Organisationen und den zivilen oder religiösen Vereinigungen, insbesondere dem Patriarchat von Moskau und den anderen Vertretern der Hierarchie der Orthodoxie, und ebenso allen Menschen – gläubig oder auch nicht gläubig –, die ihre Anhänglichkeit an dieses Symbol voll universaler Werte zeigen wollten.

Die Religionsfreiheit anzuerkennen bedeutet außerdem zu gewährleisten, daß die Religionsgemeinschaften in der Gesellschaft mit Initiativen im Sozial-, Wohltätigkeits- oder Bildungswesen frei wirken können. Überall in der Welt kann man im übrigen feststellen, wie fruchtbar die Werke der katholischen Kirche in diesen Bereichen sind. Es ist besorgniserregend, daß der Dienst, den die religiösen Gemeinschaften der ganzen Gesellschaft, insbesondere für die Erziehung der jungen Generationen, erweisen, durch Gesetzespläne gefährdet oder behindert wird, die eine Art staatliches Monopol in Schulangelegenheiten zu schaffen drohen, wie zum Beispiel in manchen Ländern Lateinamerikas festzustellen ist. Da die meisten von ihnen den zweihundertsten Jahrestag ihrer Unabhängigkeit feiern, was eine gute Gelegenheit darstellt, an den Beitrag der katholischen Kirche zur Formung ihrer nationalen Identität zu erinnern, lade ich alle Regierungen ein, Bildungssysteme zu fördern, die das Unrecht der Familien achten, über die Erziehung ihrer Kinder zu entscheiden, und die sich an dem für die Organisation einer gerechten Gesellschaft grundlegenden Prinzip der Subsidiarität orientieren.

In Weiterführung meiner Überlegungen kann ich einen anderen Angriff auf die religiöse Freiheit der Familien in einigen europäischen Ländern nicht schweigend übergehen, wo die Teilnahme an Kursen der Sexualerziehung oder Bürgerkunde verpflichtend auferlegt wird, bei denen ein angeblich neutrales Bild des Menschen und des Lebens vermittelt wird, das aber in Wirklichkeit eine dem Glauben und der rechten Vernunft gegensätzliche Anthropologie widerspiegelt.

Meine Damen und Herren Botschafter,

gestatten Sie, daß ich bei diesem feierlichen Anlaß einige Prinzipien darlege, an denen sich der Heilige Stuhl mit der ganzen katholischen Kirche bei seinen Tätigkeiten im Rahmen der zwischenstaatlichen internationalen Organisationen inspiriert, um die volle Achtung der Religionsfreiheit für alle zu fördern. Zunächst gibt es die Überzeugung, daß man eine Art Skala des Ausmaßes von Intoleranz zwischen den Religionen erstellen könne. Leider kommt eine solche Haltung häufig vor, und es sind eben Akte von Diskriminierungen gegenüber Christen, die als weniger schwerwiegend angesehen und seitens der Regierungen und der öffentlichen Meinung weniger der Aufmerksamkeit wert erachtet werden. Gleichzeitig muß auch der gefährliche Kontrast zurückgewiesen werden, den manche zwischen dem Recht auf Religionsfreiheit und den anderen Menschenrechten herstellen wollen, so daß sie die zentrale Rolle der Achtung der Religionsfreiheit bei der Verteidigung und beim Schutz der hohen Würde des Menschen vergessen oder leugnen. Ebensowenig gerechtfertigt sind die Versuche, dem

Recht auf Religionsfreiheit sogenannte neue Rechte entgegenzusetzen, die von gewissen Kreisen der Gesellschaft gefördert werden und in die nationalen Gesetzgebungen oder in die internationalen Direktiven Eingang finden, die aber in Wirklichkeit nichts anderes als der Ausdruck egoistischer Wünsche sind und in der echten menschlichen Natur ihrer Grundlage entbehren. Schließlich muß festgestellt werden, daß eine rein abstrakte Proklamierung der Religionsfreiheit nicht ausreicht: Diese Grundnorm des gesellschaftlichen Lebens muß auf allen Ebenen und in allen Bereichen angewandt und respektiert werden; andernfalls läuft man trotz ihrer grundsätzlichen Bejahung Gefahr, gegenüber den Bürgern, die ihren Glauben frei bekennen und ausüben wollen, große Ungerechtigkeiten zu begehen.

Die Förderung einer vollen Religionsfreiheit der katholischen Gemeinschaften ist auch das Ziel, das der Heilige Stuhl beim Abschluß von Konkordaten oder anderen Verträgen verfolgt. Ich freue mich, daß Staaten in den verschiedenen Regionen der Erde und von verschiedenen Religions- Kultur- und Rechtstraditionen den Weg internationaler Abkommen wählen, um die Beziehungen zwischen der politischen Gemeinschaft und der katholischen Kirche zu organisieren. Dabei legen sie im Dialog den Rahmen einer Zusammenarbeit, die die gegenseitigen Kompetenzen achtet, fest. Im vergangenen Jahr wurde ein Abkommen bezüglich der Seelsorge für die katholischen Gläubigen in den Streitkräften Bosnien-Herzegowinas geschlossen und in Kraft gesetzt, und gegenwärtig sind Verhandlungen mit verschiedenen Ländern im Gange. Wir hoffen auf einen positiven Ausgang, die eine Lösung garantieren, die die Natur und Freiheit der Kirche zum Wohl der ganzen Gesellschaft respektieren.

Die Tätigkeit der Vertreter des Papstes bei den Staaten und den internationalen Organisationen steht ebenso im Dienst der Religionsfreiheit. Mit Zufriedenheit möchte ich hervorheben, daß die Verantwortungsträger des Vietnam zugestimmt haben, daß ich einen Repräsentanten ernenne, der durch seine Besuche der geliebten katholischen Gemeinschaft dieses Landes die Fürsorge des Nachfolgers Petri zum Ausdruck bringen wird. Desgleichen möchte ich daran erinnern, daß im letzten Jahr das diplomatische Netz des Heiligen Stuhls in Afrika weiter ausgebaut wurde; in drei Ländern, wo der Nuntius nicht residiert, wurde nun eine stabile Präsenz gesichert. So Gott will, werde ich nochmals auf diesen Kontinent zurückkehren, nämlich im kommenden November nach Benin, um das Apostolische Schreiben zu übergeben, das die Frucht der Arbeiten der zweiten Sonderversammlung der Bischofssynode für Afrika zusammenfassen wird.

Vor diesem geschätzten Auditorium möchte ich schließlich nochmals nachdrücklich sagen, daß die Religion kein Problem für die Gesellschaft darstellt, daß sie kein Unruhe- oder Konfliktfaktor ist. Ich möchte wiederholen, daß die Kirche weder Privilegien sucht, noch sich in ihrer Mission in fremde Bereiche einmischen, sondern einfach ihre Sendung in Freiheit ausüben will. Einen jeden lade ich ein, die große Lehre der Geschichte anzuerkennen: *„Wie könnte man den Beitrag der großen Weltreligionen zur Entwicklung der Zivilisation leugnen? Die aufrichtige Suche nach Gott hat zu einer vermehrten Achtung der Menschenwürde geführt. Die christlichen Gemeinschaften haben mit ihrem Erbe an Werten und Grundsätzen erheblich dazu beigetragen, daß Menschen und Völker sich ihrer eigenen Identität und ihrer Würde bewußt wurden, und ebenso sind sie an der Errungenschaft demokratischer Einrichtungen sowie an der Festschreibung der Menschenrechte und der entsprechenden Pflichten beteiligt. Auch heute, in einer zunehmend globalisierten Gesellschaft, sind die Christen berufen, nicht allein mit einem verantwortlichen zivilen, wirtschaftlichen und politischen Engagement, sondern auch mit dem Zeugnis der eigenen Nächstenliebe und des persönlichen Glaubens einen wertvollen Beitrag zu leisten zum mühsamen und erhebenden Einsatz für die Gerechtigkeit, für die ganzheitliche Entwicklung des Menschen und für die rechte Ordnung der menschlichen Angelegenheiten“* (Botschaft zum Weltfriedenstag 2011, Nr. 7).

Ein Sinnbild ist in dieser Hinsicht die Gestalt der seligen Mutter Teresa von Kalkutta: Der hundertste Jahrestag ihrer Geburt wurde in Tirana, Skopje und Priština sowie in Indien gefeiert. Nicht nur seitens der Kirche, sondern auch seitens der zivilen Verantwortungsträger und religiösen Führer, ohne die Menschen aller Glaubensrichtungen zu zählen, wurde ihr überschwengliche Ehre erwiesen. Beispiele wie ihres zeigen der Welt, wie das Engagement aus dem Glauben der ganzen Gesellschaft zugute kommt.

Keine menschliche Gesellschaft beraube sich freiwillig des grundlegenden Beitrags, den die Gläubigen und die Religionsgemeinschaften darstellen! Wie das Zweite Vatikanische Konzil in Erinnerung gerufen hat, bedeutet die rechte religiöse Freiheit voll und für alle zu gewährleisten, daß „der Gesellschaft selber die Werte der

Gerechtigkeit und des Friedens zugute kommen, die aus der Treue der Menschen gegenüber Gott und seinem heiligen Willen hervorgehen" (Erklärung *Dignitatis humanae*, Nr. 6).

Mit unserem Wunsch, daß dieses neue Jahr an Eintracht und wirklichem Fortschritt reich sein möge, ermutige ich daher alle, die Verantwortlichen in der Politik, die Religionsführer und die Menschen jeden Ranges, entschlossen den Weg zu einem echten und dauerhaften Frieden einzuschlagen, der über die Achtung des Rechts auf Religionsfreiheit in allen ihren Bereichen führt.

Damit dieser Einsatz in die Tat umgesetzt wird, ist es notwendig, daß die ganze Menschheitsfamilie sich darin einbringt. Für diesen Einsatz erbitte ich den Segen des allmächtigen Gottes, der unsere Versöhnung mit ihm und untereinander gewirkt hat durch seinen Sohn Jesus Christus, der unser Friede ist (vgl. *Eph 2,14*).

Ihnen allen wünsche ich ein gutes neues Jahr!

[00042-05.01] [Originalsprache: Französisch]

• TRADUZIONE IN LINGUA SPAGNOLA

Excelencias,
Señoras y Señores

Me alegra recibirlos, ilustres Representantes de tantos países, en este encuentro en el que, como cada año, os reunís con el Sucesor de Pedro. Este encuentro reviste un gran significado, ya que ofrece una imagen, al mismo tiempo que un ejemplo, del papel de la Iglesia y de la Santa Sede en la comunidad internacional. Saludo cordialmente a cada uno, en particular a los que participáis por primera vez. Os agradezco la dedicación y atención con que, en el ejercicio de vuestras delicadas funciones, seguís mis actividades, las de la curia romana y así, en cierta medida, la vida de la Iglesia católica en todo el mundo. Vuestro Decano, el Embajador Alejandro Valladares Lanza, se ha hecho portavoz de vuestros sentimientos, y le agradezco los deseos que me ha expresado en nombre de todos. Conociendo la unión de vuestra comunidad, estoy seguro de que en vuestro recuerdo estará hoy presente la Embajadora del Reino de los Países Bajos, la Baronesa van Lynden-Leijten, que hace unas semanas marchó a la casa del Padre. Me uno con la oración a vuestros sentimientos.

Al comienzo de un nuevo año, resuena en nuestros corazones y en el mundo entero el eco del anuncio gozoso que resplandeció en la noche de Belén hace veinte siglos, noche que simboliza la condición humana en su necesidad de luz, de amor y de paz. A los hombres de entonces, así como a los de ahora, los ejércitos celestiales llevaron la buena nueva de la llegada del Salvador: «El pueblo que caminaba en tinieblas vio una luz grande; a los que habitaban en un país de sombras, una luz les brilló» (*Is 9,1*). El Misterio del Hijo de Dios que se hace hombre supera completamente cualquier expectativa humana. En su absoluta gratuidad, este acontecimiento de salvación es la respuesta auténtica y completa al deseo más profundo del corazón. De Dios viene la verdad, el bien, la bondad, la vida en plenitud que cada hombre busca consciente o inconscientemente. Aspirando a estos bienes, toda persona busca a su Creador, ya que «sólo Dios responde a la sed que hay en el corazón de todo ser humano» (Exhort. ap. Postsinodal *Verbum Domini*, 23). La humanidad, a través de sus creencias y ritos, ha manifestado a lo largo de su historia una búsqueda incesante de Dios, y «estas formas de expresión son tan universales que se puede llamar al hombre un ser religioso» (*Catecismo de la Iglesia Católica*, 28). La dimensión religiosa es una característica innegable e irreprimible del ser y del obrar del hombre, la medida de la realización de su destino y de la construcción de la comunidad a la que pertenece. Por consiguiente, cuando el mismo individuo, o los que están a su alrededor, olvidan o niegan este aspecto fundamental, se crean desequilibrios y conflictos en todos los sentidos, tanto en el aspecto personal como interpersonal.

Esta verdad primera y fundamental es la razón por la que, en el *Mensaje para la celebración de la Jornada Mundial de la Paz*, de este año, he señalado la libertad religiosa como el camino fundamental para la construcción de la paz. Ésta, en efecto, se construye y se conserva solo cuando el hombre puede buscar y servir a Dios libremente en su corazón, en su vida y en sus relaciones con los demás.

Señoras y Señores Embajadores, vuestra presencia en esta solemne circunstancia me invita a realizar un recorrido general por los países que representáis y por el mundo entero. En esta panorámica, ¿no se ven acaso numerosas situaciones en las que lamentablemente el derecho a la libertad religiosa ha sido lesionado o negado? Este derecho del hombre, que es en realidad el primer derecho, porque históricamente ha sido afirmado en primer lugar, y porque, por otra parte, tiene como objeto la dimensión constitutiva del hombre, es decir, su relación con el Creador, ¿no ha sido demasiadas veces puesto en discusión o violado? Me parece que hoy la sociedad, sus responsables y la opinión pública, son más conscientes, incluso aunque no siempre de manera exacta, de la gravedad de esta herida contra la dignidad y la libertad del *homo religiosus*, sobre la que he querido llamar la atención de todos en muchas ocasiones.

Lo he hecho en mis viajes apostólicos del último año, en Malta y Portugal, en Chipre, en el Reino Unido y en España. Más allá de las características diferentes de estos países, conservo de todos un recuerdo lleno de gratitud por la acogida que me han dispensado. La Asamblea Especial del Sínodo de los Obispos para el Medio Oriente, celebrada en el Vaticano en octubre pasado, ha sido un momento de oración y reflexión, en el que el pensamiento se ha dirigido con insistencia a las comunidades cristianas de esta región del mundo, tan probadas a causa de su adhesión a Cristo y a la Iglesia.

Sí, mirando hacia Oriente, nos han consternado los atentados que han sembrado la muerte, el dolor y la angustia entre los cristianos de Iraq, hasta el punto de inducirlos a dejar la tierra de sus padres en la que han vivido desde siglos. Renuevo a las autoridades de ese País y a los jefes religiosos musulmanes mi apremiante llamamiento a trabajar para que sus conciudadanos cristianos puedan vivir con seguridad y puedan seguir dando su aportación a la sociedad de la que son miembros con pleno derecho. También en Egipto, en Alejandría, el terrorismo ha golpeado brutalmente a los fieles reunidos en oración en una iglesia. Esta sucesión de ataques es un signo más de la urgente necesidad de que los Gobiernos de la Región adopten, a pesar de las dificultades y amenazas, medidas eficaces para la protección de las minorías religiosas. Si es necesario lo diremos una vez más. En Oriente Medio, «los cristianos son ciudadanos originarios y auténticos, leales a su patria y, por ende, cumplen con sus deberes nacionales. Es normal que ellos puedan gozar de todos los derechos como ciudadanos, de la libertad de conciencia y de culto, de la libertad en el ámbito de la educación y de la enseñanza en el ámbito de los medios de comunicación» (*Mensaje al Pueblo de Dios del Sínodo de Obispos para Oriente Medio*, 10). A este respecto, aprecio la preocupación por los derechos de los más débiles y la clarividencia política que algunos países de Europa han demostrado en estos últimos días, pidiendo una respuesta concertada de la Unión Europea para que los cristianos sean protegidos en Oriente Medio. Quisiera recordar, en definitiva, que el derecho a la libertad religiosa no se aplica plenamente allí donde sólo se garantiza la libertad de culto, y además con limitaciones. Asimismo, animo a que se promueva la plena salvaguarda de la libertad religiosa y de los demás derechos humanos, mediante programas que, desde la escuela primaria y en el marco de la enseñanza religiosa, enseñen a respetar a todos los hermanos en humanidad. Por lo que respecta a los Estados de la Península Arábiga, donde viven numerosos trabajadores cristianos inmigrantes, espero que la Iglesia católica pueda disponer de estructuras pastorales apropiadas.

Entre las normas que lesionan el derecho de las personas a la libertad religiosa, merece una mención especial la ley contra la blasfemia en Pakistán: Animo de nuevo a las autoridades de ese País a realizar los esfuerzos necesarios para abrogarla, tanto más cuanto es evidente que sirve de pretexto para cometer injusticias y violencias contra las minorías religiosas. El trágico asesinato del Gobernador del Punjab pone de manifiesto la urgencia de proceder en este sentido: la veneración a Dios promueve la fraternidad y el amor, no el odio o la división. Se pueden mencionar otras situaciones preocupantes, a veces violentas, en el Sur y Sureste del continente asiático, en países que tienen por otra parte una tradición de relaciones sociales pacíficas. El peso particular de una determinada religión en una nación jamás debería implicar la discriminación en la vida social de los ciudadanos que pertenecen a otra confesión o, peor aún, que se consienta la violencia contra ellos. A este respecto, es importante que el diálogo interreligioso favorezca un compromiso común para reconocer y promover la libertad religiosa de todas las personas y comunidades. Por último, como ya he recordado, la violencia contra los cristianos no perdona ni siquiera a África. Un triste testimonio de ello son los ataques contra dos lugares de culto en Nigeria, mientras se celebraba el Nacimiento de Cristo.

Por otra parte, en diversos países en que la Constitución reconoce una cierta libertad religiosa, la vida de las comunidades religiosas se hace, de hecho, difícil y a veces incluso insegura (cf. Conc. Vat. II, Decl. *Dignitatis*

Humanae, 15), ya que el ordenamiento jurídico o social se inspira en sistemas filosóficos y políticos que postulan un estricto control, por no decir un monopolio, del Estado sobre la sociedad. Es necesario que cesen tales ambigüedades, de manera que los creyentes no tengan ya que debatirse entre la fidelidad a Dios y la lealtad a su patria. Pido de modo particular que todos garanticen a la comunidad católica la plena autonomía de organización y la libertad de cumplir su misión, conforme a las normas y estándares internacionales en este ámbito. En este momento, mi pensamiento vuelve de nuevo a las comunidades católicas de China continental y a sus Pastores, que viven un momento de dificultad y de prueba. Por otro lado, quisiera dirigir una palabra de ánimo a las autoridades de Cuba, País que en 2010 ha celebrado los 75 años de sus relaciones diplomáticas ininterrumpidas con la Santa Sede, para que el diálogo que felizmente se ha instaurado con la Iglesia se refuerce y amplíe todavía más.

Dirigiendo nuestra mirada de Oriente a Occidente, nos encontramos frente a otros tipos de amenazas contra el pleno ejercicio de la libertad religiosa. Pienso, en primer lugar, en los países que conceden una gran importancia al pluralismo y la tolerancia, pero donde la religión sufre una marginación creciente. Se tiende a considerar la religión, toda religión, como un factor sin importancia, extraño a la sociedad moderna o incluso destabilizador, y se busca por diversos medios impedir su influencia en la vida social. Se llega así a exigir que los cristianos ejerzan su profesión sin referencia a sus convicciones religiosas o morales, e incluso en contradicción con ellas, como, por ejemplo, allí donde están en vigor leyes que limitan el derecho a la objeción de conciencia de los profesionales sanitarios o de algunos profesionales del derecho.

En este contexto, es un motivo de alegría que el Consejo de Europa, en el mes de octubre pasado, haya adoptado una Resolución que protege el derecho del personal médico a la objeción de conciencia frente a ciertos actos que, como el aborto, lesionan gravemente el derecho a la vida.

Otra manifestación de marginación de la religión y, en particular, del cristianismo, consiste en desterrar de la vida pública fiestas y símbolos religiosos, por respeto a los que pertenecen a otras religiones o no creen. De esta manera, no sólo se limita el derecho de los creyentes a la expresión pública de su fe, sino que se cortan las raíces culturales que alimentan la identidad profunda y la cohesión social de muchas naciones. El año pasado, algunos países europeos se unieron al recurso del Gobierno italiano en la famosa causa de la exposición del crucifijo en los lugares públicos. Deseo expresar mi gratitud a las autoridades de esas naciones, así como a todos los que se han empeñado en este sentido, episcopados, organizaciones y asociaciones civiles o religiosas, en particular al Patriarcado de Moscú y a los demás representantes de la jerarquía ortodoxa, y a todas las personas, creyentes y también no creyentes, que han querido manifestar su aprecio por este símbolo portador de valores universales.

Reconocer la libertad religiosa significa, además, garantizar que las comunidades religiosas puedan trabajar libremente en la sociedad, con iniciativas en el ámbito social, caritativo o educativo. Por otra parte, se puede constatar por todo el mundo la fecunda labor de la Iglesia católica en estos ámbitos. Es preocupante que este servicio que las comunidades religiosas ofrecen a toda la sociedad, en particular mediante la educación de las jóvenes generaciones, sea puesto en peligro u obstaculizado por proyectos de ley que amenazan con crear una especie de monopolio estatal en materia escolástica, como se puede constatar por ejemplo en algunos países de América Latina. Mientras muchos de ellos celebran el segundo centenario de su independencia, ocasión propicia para recordar la contribución de la Iglesia católica en la formación de la identidad nacional, exhorto a todos los Gobiernos a promover sistemas educativos que respeten el derecho primordial de las familias a decidir la educación de sus hijos, inspirándose en el principio de subsidiariedad, esencial para organizar una sociedad justa.

Continuando mi reflexión, no puedo dejar de mencionar otra amenaza a la libertad religiosa de las familias en algunos países europeos, allí donde se ha impuesto la participación a cursos de educación sexual o cívica que transmiten una concepción de la persona y de la vida pretendidamente neutra, pero que en realidad reflejan una antropología contraria a la fe y a la justa razón.

Señoras y Señores Embajadores.

En esta solemne circunstancia, permitirme explicitar algunos principios que inspiran la actividad de la Santa Sede, y de toda la Iglesia católica, ante las Organizaciones Internacionales intergubernamentales, a fin de promover el pleno respeto de la libertad religiosa de todos. En primer lugar, está la convicción de que no se puede crear una especie de escala en la gravedad de la intolerancia contra las religiones. Desgraciadamente, una actitud semejante es frecuente, y los actos discriminatorios contra los cristianos son considerados precisamente como menos graves, menos dignos de atención por parte de los Gobiernos y de la opinión pública. Al mismo tiempo, se debe rechazar también el peligroso contraste que algunos quieren establecer entre el derecho a la libertad religiosa y los demás derechos del hombre, olvidando o negando así el papel central que el respeto de la libertad religiosa tiene en la defensa y protección de la alta dignidad del hombre. Todavía menos justificables son los intentos de oponer al derecho a la libertad religiosa unos derechos pretendidamente nuevos, promovidos activamente por ciertos sectores de la sociedad e incluidos en las legislaciones nacionales o en directivas internacionales, pero que no son, en realidad, más que la expresión de deseos egoístas que no encuentran fundamento en la auténtica naturaleza humana. Por último, es necesario afirmar que no es suficiente una proclamación abstracta de la libertad religiosa: esta norma fundamental de la vida social debe ser aplicada y respetada en todos los niveles y ámbitos; de otra manera, a pesar de justas afirmaciones de principio, se corre el riesgo de cometer profundas injusticias contra los ciudadanos que desean profesar y practicar libremente su fe.

La promoción de una plena libertad religiosa de las comunidades católicas es también el objetivo que persigue la Santa Sede cuando establece concordatos u otros acuerdos. Me alegra el que algunos Estados de diversas regiones del mundo y de tradiciones religiosas, culturales y jurídicas distintas elijan el instrumento de las convenciones internacionales como medio para organizar las relaciones entre la comunidad política y la Iglesia católica, estableciendo a través del diálogo el cuadro de una colaboración en el respeto de las competencias recíprocas. El año pasado se ha concluido y ha entrado en vigor un Acuerdo para la asistencia religiosa de los fieles católicos de las fuerzas armadas en Bosnia-Herzegovina, y actualmente hay negociaciones en curso en diversos países. Esperamos un resultado positivo que asegure una solución que respete la naturaleza y la libertad de la Iglesia, para el bien de toda la sociedad.

La actividad de los representantes pontificios en los Estados y Organizaciones internacionales está igualmente al servicio de la libertad religiosa. Quisiera señalar con satisfacción que las autoridades vietnamitas han aceptado la designación de un Representante mío que, visitando las queridas comunidades católicas de ese País, manifestará la solicitud del Sucesor de Pedro. Quisiera igualmente recordar que, durante el año pasado, la red diplomática de la Santa Sede se ha reforzado en África, desde ahora una presencia estable se ha asegurado en tres países donde el nuncio no era residente. Si Dios quiere, me acercaré una vez más a ese continente, a Benin, el próximo noviembre, para entregar la Exhortación apostólica que recogerá el fruto de los trabajos de la segunda Asamblea especial para África del Sínodo de los Obispos.

Ante este ilustre auditorio, quisiera reafirmar con fuerza que la religión no constituye un problema para la sociedad, no es un factor de perturbación o de conflicto. Quisiera repetir que la Iglesia no busca privilegios, ni quiere intervenir en cuestiones extrañas a su misión, sino simplemente cumplirla con libertad. Invito a cada uno a reconocer la gran lección de la historia: «¿Cómo negar la aportación de las grandes religiones del mundo al desarrollo de la civilización? La búsqueda sincera de Dios ha llevado a un mayor respeto de la dignidad del hombre. Las comunidades cristianas, con su patrimonio de valores y principios, han contribuido mucho a que las personas y los pueblos hayan tomado conciencia de su propia identidad y dignidad, así como a la conquista de instituciones democráticas y a la afirmación de los derechos del hombre con sus respectivas obligaciones. También hoy, en una sociedad cada vez más globalizada, los cristianos están llamados a dar su aportación preciosa al fatigoso y apasionante compromiso por la justicia, al desarrollo humano integral y a la recta ordenación de las realidades humanas, no sólo con un compromiso civil, económico y político responsable, sino también con el testimonio de su propia fe y caridad» (*Mensaje para la celebración de la Jornada Mundial de la Paz*, 1 enero 2011, 7).

En este sentido, la figura de la Beata Madre Teresa de Calcuta es emblemática: el centenario de su nacimiento se ha celebrado en Tirana, en Skopje, en Pristina, así como en India; le han rendido un vibrante homenaje, no sólo la Iglesia, sino también las autoridades civiles y los jefes religiosos, sin contar personas de todas las confesiones. Ejemplos como el suyo muestran al mundo cuánto puede beneficiar a la sociedad el compromiso

que nace de la fe.

Que ninguna sociedad humana se prive voluntariamente de la contribución fundamental que constituyen las personas y las comunidades religiosas. Como recuerda el Concilio Vaticano II, la sociedad, asegurando plenamente a todos la justa libertad religiosa, podrá así gozar «de los bienes de la justicia y de la paz que dimanar de la fidelidad de los hombres a Dios y a su santa voluntad» (Decl. *Dignitatis Humanae*, 6).

Por eso, mientras formulo votos para que este nuevo año sea rico en concordia y en un progreso real, exhorto a todos, responsables políticos, jefes religiosos y personas de toda clase, a emprender con determinación el camino hacia una paz auténtica y estable, que pase por el respeto del derecho a la libertad religiosa en toda su amplitud.

Sobre este compromiso, que para hacerse realidad necesita del empeño de toda la familia humana, invoco la Bendición de Dios Todopoderoso, que por su Hijo Jesucristo, nuestra paz, llevó a cabo nuestra reconciliación con él y entre nosotros (*Ef. 2, 14*).

Feliz año a todos.

[00042-04.01] [Texto original: Francés]

• TRADUZIONE IN LINGUA PORTOGHESE

Excelências,
Senhoras e Senhores,

Com alegria, dou-vos as boas vindas a este encontro que, cada ano, vos reúne ao redor do Sucessor de Pedro a vós, ilustres Representantes de tão grande número de países. Este encontro reveste-se de alto significado, porque oferece uma imagem e, simultaneamente, um exemplo do papel da Igreja e da Santa Sé na comunidade internacional. A cada um de vós dirijo as minhas saudações e votos cordiais, em particular a quantos estão aqui pela primeira vez. Agradeço-vos pelo empenho e atenção com que, no exercício das vossas delicadas funções, seguís as minhas actividades, as da Cúria Romana e, assim de certa maneira, a vida da Igreja Católica em todo o mundo. O vosso Decano, Embaixador Alejandro Valladares Lanza, fez-se intérprete dos vossos sentimentos, e agradeço-lhe os votos que me exprimiu em nome de todos. Sabendo como é unida a vossa comunidade, tenho a certeza que hoje, no vosso pensamento, tendes presente a Embaixadora do Reino da Holanda, Baronesa van Lynden-Leijten, que regressou à casa do Pai há algumas semanas. Na oração, associo-me aos vossos sentimentos.

Quando começa um novo ano, ainda ressoa nos nossos corações e no mundo inteiro o eco daquele anúncio jubiloso que se manifestou, há vinte séculos, na noite de Belém, noite que simboliza a condição da humanidade em sua carência de luz, de amor e de paz. Aos homens de então como aos de hoje, os mensageiros celestes trouxeram a boa nova da chegada do Salvador: «O povo que andava nas trevas viu uma grande luz; para os que habitavam na terra da escuridão, uma luz começou a brilhar» (*Is 9, 1*). O mistério do Filho de Deus que Se torna Filho do homem supera seguramente toda a expectativa humana. Na sua gratuidade absoluta, este acontecimento de salvação é a resposta autêntica e completa ao desejo profundo do coração. A verdade, o bem, a felicidade, a vida em plenitude que cada homem busca, consciente ou inconscientemente, são-lhe concedidos por Deus. Cada pessoa, ao anelar por estes benefícios, está à procura do seu Criador, porque «

só Deus responde à sede que está no coração de cada homem» (Exort. ap. pós-sinodal *Verbum Domini*, 23). A humanidade, em toda a sua história, através das suas crenças e dos seus ritos, manifesta uma busca incessante de Deus e «estas formas de expressão são tão universais que bem podemos chamar ao homem um ser religioso» (*Catecismo da Igreja Católica*, 28). A dimensão religiosa é uma característica inegável e irrefreável do ser e do agir do homem, a medida da realização do seu destino e da construção da comunidade a que pertence. Por isso, quando o próprio indivíduo ou aqueles que o rodeiam negligenciam ou negam este aspecto fundamental, geram-se desequilíbrios e conflitos a todos os níveis, tanto no plano pessoal como no

interpessoal.

Nesta verdade primária e basilar, encontra-se a razão por que indiquei a liberdade religiosa como o caminho fundamental para a construção da paz, na *Mensagem para a Celebração do Dia Mundial da Paz* deste ano. De facto, a paz constrói-se e conserva-se apenas na medida em que o homem possa livremente procurar e servir a Deus no seu coração, na sua vida e nas suas relações com os outros.

Senhoras e Senhores Embaixadores, a vossa presença nesta circunstância solene é um convite a fazer uma viagem panorâmica sobre todos os países que representais e sobre o mundo inteiro. Não há porventura, neste panorama, numerosas situações onde, infelizmente, o direito à liberdade religiosa é lesado ou negado? Este direito do homem – que, na realidade, é o primeiro dos direitos, porque historicamente se afirmou em primeiro lugar e ainda porque tem como objecto a dimensão constitutiva do homem, isto é, a sua relação com o Criador – não é demasiadas vezes posto em discussão ou violado? Parece-me que a sociedade, os seus responsáveis e a opinião pública hoje se dão conta em medida maior, embora nem sempre de maneira exacta, desta grave ferida infligida à dignidade e à liberdade do *homo religiosus*, para a qual já várias vezes senti necessidade de chamar a atenção de todos.

Fi-lo durante as minhas viagens apostólicas do ano passado a Malta e a Portugal, a Chipre, à Grã-Bretanha e à Espanha. Independentemente das características destes países, de todos conservo uma recordação cheia de gratidão pelo acolhimento que me reservaram. A Assembleia Especial para o Médio Oriente do Sínodo dos Bispos, que decorreu no Vaticano durante o mês de Outubro, foi um período de oração e de reflexão, durante o qual o pensamento se dirigiu, insistentemente, para as comunidades cristãs daquela região do mundo, tão provadas por causa da sua adesão a Cristo e à Igreja.

Sim, olhando para o Oriente, os atentados que semearam morte, sofrimento e desconcerto entre os cristãos do Iraque, a ponto de os impelir a deixar a terra onde seus pais viveram ao longo dos séculos, contristaram-nos profundamente. Renovo às autoridades deste país e aos chefes religiosos muçulmanos o meu ansioso apelo a trabalharem para que os seus concidadãos cristãos possam viver em segurança e continuar a prestar a sua contribuição à sociedade de que são membros com pleno título. Também no Egipto, em Alexandria, o terrorismo feriu brutalmente fiéis em oração numa igreja. Esta sucessão de ataques é mais um sinal da urgente necessidade que há de os governos da região adoptarem, não obstante as dificuldades e as ameaças, medidas eficazes para a protecção das minorias religiosas. Será preciso dizê-lo uma vez mais? No Médio Oriente, «os cristãos são cidadãos originários e autênticos, leais à sua pátria e fiéis a todos os seus deveres nacionais. É natural que possam gozar de todos os direitos de cidadania, de liberdade de consciência e de culto, de liberdade no campo do ensino e da educação e no uso dos meios de comunicação» (*Mensagem ao Povo de Deus da Assembleia Especial para o Médio Oriente do Sínodo dos Bispos*, 10). A este respeito, aprecio a atenção pelos direitos dos mais débeis e a clarividência política de que deram prova alguns países da Europa nos últimos dias, pedindo uma resposta concertada da União Europeia a fim de que os cristãos sejam defendidos no Médio Oriente. Quero, enfim, recordar que a liberdade religiosa não é plenamente aplicada quando se garante apenas a liberdade de culto, demais a mais com limitações. Além disso, encorajo a acompanhar a plena tutela da liberdade religiosa e dos outros direitos humanos com programas que, desde a escola primária e no quadro do ensino religioso, eduquem para o respeito de todos os irmãos em humanidade. Além disso, pelo que diz respeito aos Estados da Península Arábica, onde vivem numerosos trabalhadores emigrantes cristãos, espero que a Igreja Católica possa dispor de adequadas estruturas pastorais.

Entre as normas que lesam o direito das pessoas à liberdade religiosa, uma menção particular deve ser feita da lei contra a blasfémia no Paquistão: de novo encorajo as autoridades deste país a realizarem os esforços necessários para a ab-rogar, tanto mais que é evidente que a mesma serve de pretexto para provocar injustiças e violências contra as minorias religiosas. O trágico assassinato do Governador do Punjab mostra como é urgente caminhar neste sentido: a veneração a Deus promove a fraternidade e o amor, não o ódio nem a divisão. Outras situações preocupantes, por vezes com actos de violência, podem ser mencionadas no Sul e Sudeste do continente asiático, em países que aliás têm uma tradição de relações sociais pacíficas. O peso particular de uma determinada religião numa nação não deveria jamais implicar que os cidadãos pertencentes a outra confissão fossem discriminados na vida social ou, pior ainda, que se tolerasse a violência contra eles. A este respeito, é importante que o diálogo inter-religioso favoreça um compromisso comum por reconhecer e

promover a liberdade religiosa de cada pessoa e de cada comunidade. Enfim, como já recordei, a violência contra os cristãos não poupa a África. Os ataques contra lugares de culto na Nigéria, precisamente enquanto se celebrava o Natal de Cristo, são outro triste testemunho disso mesmo.

Por outro lado, em diversos países, a Constituição reconhece uma certa liberdade religiosa, mas, de facto, a vida das comunidade religiosas torna-se difícil e por vezes até precária (cf. Conc. Vat. II, Decl. *Dignitatis humanae*, 15), porque o ordenamento jurídico ou social se inspira em sistemas filosóficos e políticos que postulam um estrito controle – para não dizer um monopólio – do Estado sobre a sociedade. É preciso que cessem tais ambiguidades, de maneira que os crentes não se vejam lacerados entre a fidelidade a Deus e a lealdade à sua pátria. De modo particular, peço que seja por todo o lado garantida às comunidades católicas a plena autonomia de organização e a liberdade de cumprir a sua missão, de acordo com as normas e padrões internacionais neste campo.

Neste momento, o meu pensamento volta-se de novo para a comunidade católica da China continental e os seus Pastores, que vivem um período de dificuldade e provação. Mudando de latitude, quero dirigir uma palavra de encorajamento às autoridades de Cuba – país que celebrou, em 2010, setenta e cinco anos de ininterruptas relações diplomáticas com a Santa Sé – para que o diálogo, que felizmente se instaurou com a Igreja, se reforce e amplie ainda mais.

Voltando o nosso olhar para o Ocidente, deparamos com outros tipos de ameaça contra o pleno exercício da liberdade religiosa. Penso, em primeiro lugar, em países onde se reconhece uma grande importância ao pluralismo e à tolerância, enquanto a religião sofre uma crescente marginalização. Tende-se a considerar a religião, toda a religião, como um factor sem importância, alheio à sociedade moderna ou mesmo destabilizador e procura-se, com diversos meios, impedir toda e qualquer influência dela na vida social. Deste modo, chega-se a pretender que os cristãos ajam, no exercício da sua profissão, sem referimento às suas convicções religiosas e morais, e mesmo em contradição com elas, como, por exemplo, quando estão em vigor leis que limitam o direito à objecção de consciência dos profissionais da saúde ou de certos operadores do direito.

Neste contexto, não é possível deixar de alegrar-se com a adopção pelo Conselho da Europa, no passado mês de Outubro, de uma Resolução que protege o direito do pessoal médico à objecção de consciência face a certos actos que lesam gravemente o direito à vida, como o aborto.

Outra manifestação da marginalização da religião, e particularmente do cristianismo, consiste em banir da vida pública festas e símbolos religiosos, em nome do respeito por quantos pertencem a outras religiões ou por aqueles que não acreditam. Agindo deste modo, não apenas se limita o direito dos crentes à expressão pública da sua fé, mas cortam-se também raízes culturais que alimentam a identidade profunda e a coesão social de numerosas nações. No ano passado, alguns países europeus associaram-se ao recurso apresentado pelo governo italiano na causa, bem conhecida, da exposição do crucifixo nos lugares públicos. Desejo exprimir a minha gratidão às autoridades destas nações e a quantos se empenharam neste sentido, episcopados, organizações e associações civis ou religiosas, particularmente ao Patriarcado de Moscovo e demais representantes da hierarquia ortodoxa, bem como a todas as pessoas – crentes, mas também não crentes – que sentiram necessidade de manifestar a sua adesão a este símbolo grávido de valores universais.

Reconhecer a liberdade religiosa significa, além disso, garantir que as comunidades religiosas possam agir livremente na sociedade, com iniciativas nos sectores social, caritativo ou educativo. Pode-se constatar por todo o lado, no mundo, a fecundidade das obras da Igreja Católica nestes âmbitos. Causa preocupação ver este serviço que as comunidades religiosas prestam a toda a sociedade, particularmente em favor da educação das jovens gerações, comprometido ou dificultado por projectos de lei que correm o risco de criar uma espécie de monopólio estatal em matéria escolástica, como se constata, por exemplo, em certos países da América Latina. Quando vários deles celebram o segundo centenário da sua independência, ocasião propícia para se recordar a contribuição da Igreja Católica para a formação da identidade nacional, exorto todos os governos a promoverem sistemas educativos que respeitem o direito primordial das famílias de decidir sobre a educação dos filhos e que se inspirem no princípio de subsidiariedade, fundamental para organizar uma sociedade justa.

Continuando a minha reflexão, não posso passar sem referir outra ameaça à liberdade religiosa das famílias nalguns países europeus, onde é imposta a participação em cursos de educação sexual ou cívica que propagam concepções da pessoa e da vida pretensamente neutras mas que, na realidade, reflectem uma antropologia contrária à fé e à recta razão.

Senhoras e Senhores Embaixadores,

nesta circunstância solene, permiti-me explicitar alguns princípios que inspiram a Santa Sé, com toda a Igreja Católica, na sua actividade junto das Organizações Internacionais intergovernamentais, a fim de promover o pleno respeito da liberdade religiosa para todos. Em primeiro lugar, aparece a convicção de que não se pode criar uma espécie de escala na gravidade da intolerância com as religiões. Infelizmente, é frequente uma tal atitude, sendo precisamente os actos discriminatórios contra os cristãos aqueles que se consideram menos graves, menos dignos de atenção por parte dos governos e da opinião pública. Ao mesmo tempo, há que rejeitar também o contraste perigoso que alguns querem instaurar entre o direito à liberdade religiosa e os outros direitos do homem, esquecendo ou negando assim o papel central do respeito da liberdade religiosa na defesa e protecção da alta dignidade do homem. Menos justificáveis ainda são as tentativas de contrapor ao direito da liberdade religiosa pretensos novos direitos, promovidos activamente por certos sectores da sociedade e inseridos nas legislações nacionais ou nas directrizes internacionais, mas que, na realidade, são apenas a expressão de desejos egoístas e não encontram o seu fundamento na natureza humana autêntica. Enfim, é preciso afirmar que não basta uma proclamação abstracta da liberdade religiosa: esta norma fundamental da vida social deve encontrar aplicação e respeito a todos os níveis e em todos os campos; caso contrário, não obstante justas afirmações de princípio, corre-se o risco de cometer profundas injustiças contra os cidadãos que desejam professar e praticar livremente a sua fé.

A promoção de uma plena liberdade religiosa das comunidades católicas é também a finalidade que visa a Santa Sé quando conclui Concordatas ou outros Acordos. Alegro-me por Estados de várias regiões do mundo e de diferentes tradições religiosas, culturais e jurídicas terem escolhido o meio das convenções internacionais para organizar as relações entre a comunidade política e a Igreja Católica, estabelecendo através do diálogo o quadro de uma colaboração no respeito das recíprocas competências. No ano passado, foi concluído e entrou em vigor um Acordo para a assistência religiosa aos fiéis católicos das Forças Armadas na Bósnia Herzegovina, e actualmente estão em curso negociações em diversos países. Delas esperamos uma saída positiva, capaz de assegurar soluções respeitosas da natureza e da liberdade da Igreja para o bem da sociedade inteira.

De igual modo está ao serviço da liberdade religiosa a actividade dos Representantes Pontifícios junto dos Estados e das Organizações Internacionais. Com satisfação desejo assinalar que as autoridades vietnamitas aceitaram que eu designe um Representante, que há-de com as suas visitas exprimir à querida comunidade católica deste país a solicitude do Sucessor de Pedro. Queria igualmente recordar que, durante o ano passado, a rede diplomática da Santa Sé se consolidou ainda mais em África, estando doravante assegurada uma presença estável em três países onde o Núncio não é residente. Ainda neste continente, irei visitar, se Deus quiser, o Benim no próximo mês de Novembro, para entregar a Exortação Apostólica que recolherá os frutos dos trabalhos da Segunda Assembleia Especial para a África do Sínodo dos Bispos.

Diante deste ilustre auditório, quero por último reafirmar vigorosamente que a religião não constitui um problema para a sociedade, não é um factor de perturbação ou de conflito. Quero repetir que a Igreja não procura privilégios, nem deseja intervir em âmbitos alheios à sua missão, mas simplesmente exercer a mesma com liberdade. Convido cada um a reconhecer a grande lição da história: «Como se pode negar a contribuição das grandes religiões do mundo para o desenvolvimento da civilização? A busca sincera de Deus levou a um respeito maior da dignidade do homem. As comunidades cristãs, com o seu património de valores e princípios, contribuíram imenso para a tomada de consciência das pessoas e dos povos a respeito da sua própria identidade e dignidade, bem como para a conquista de instituições democráticas e para a afirmação dos direitos do homem e seus correlativos deveres. Também hoje, numa sociedade cada vez mais globalizada, os cristãos são chamados – não só através de um responsável empenhamento civil, económico e político, mas também com o testemunho da própria caridade e fé – a oferecer a sua preciosa contribuição para o árduo e exaltante compromisso em prol da justiça, do desenvolvimento humano integral e do recto ordenamento das realidades humanas» *Mensagem para a Celebração do Dia Mundial da Paz*, 1 de Janeiro de 2011, n. 7).

Emblemática a este respeito é a figura da Beata Madre Teresa de Calcutá: o centenário do seu nascimento foi celebrado tanto em Tirana, Skopje e Pristina como na Índia; foi-lhe prestada uma vibrante homenagem não só pela Igreja, mas também pelas autoridades civis, os líderes religiosos e pessoas sem conta de todas as confissões. Exemplos como o dela mostram ao mundo quão benéfico é para a sociedade inteira o compromisso que nasce da fé.

Que nenhuma sociedade humana se prive, voluntariamente, da contribuição fundamental que são as pessoas e as comunidades religiosas! Como recordava o Concílio Vaticano II, assegurando a todos plenamente a justa liberdade religiosa, a sociedade poderá «gozar dos bens da justiça e da paz que derivam da fidelidade dos homens a Deus e à sua santa vontade» (Decl. *Dignitatis humanae*, 6).

Por isso, ao mesmo tempo que formulo votos de um novo ano rico de concórdia e de real progresso, exorto a todos, responsáveis políticos, líderes religiosos e pessoas de todas as categorias, a empreenderem com determinação o caminho para uma paz autêntica e duradoura, que passa pelo respeito do direito à liberdade religiosa em toda a sua extensão.

Sobre este compromisso, cuja actuação necessita do esforço da família humana inteira, invoco a Bênção de Deus Onnipotente, que realizou a nossa reconciliação com Ele e entre nós por meio do seu Filho Jesus Cristo, nossa paz (cf. *Ef 2*, 14).

Um Ano feliz para todos!

[00042-06.01] [Texto original: Francês]

• TRADUZIONE IN LINGUA POLACCA

Ekscelencje,
panie i panowie!

Cieszę się, że mogę was przyjąć na tym spotkaniu, które każdego roku gromadzi was, szanownych przedstawicieli jakże licznych krajów, wokół Następcy Piotra. Ma ono wielkie znaczenie, jest bowiem zarazem wizerunkiem, jak i ilustracją roli Kościoła i Stolicy Apostolskiej we wspólnocie międzynarodowej. Zwracam się do każdego z was z serdecznymi pozdrowieniami i życzeniami, w szczególności do tych, którzy są tutaj pierwszy raz. Wdzięczny wam jestem za zaangażowanie i uwagę, z jakimi, pełniąc swoje delikatne zadania, przyglądacie się mojej działalności, działalności Kurii Rzymskiej, a tym samym, w pewnym sensie, życiu Kościoła katolickiego na całym świecie. Wasz dziekan, ambasador Alejandro Valladares Lanza, wyraził wasze uczucia; dziękuję mu za życzenia, które złożył mi w imieniu wszystkich. Wiedząc o tym, jak ścisła więź łączy waszą wspólnotę, jestem pewien, że jest dziś obecna w waszych myślach ambasador Królestwa Holandii, baronowa Van Lynden-Leijten, która przed kilkoma tygodniami powróciła do domu Ojca. Łączę się w modlitwie z wami w waszym smutku.

Na początku nowego roku w naszych sercach i na całym świecie rozbrzmiewa jeszcze echo radosnej nowiny, która rozeszła się dwadzieścia wieków temu w noc betlejemską, w noc symbolizującą kondycję ludzkości – potrzebującej światła, miłości i pokoju. Ludziom owych czasów, jak i ludziom żyjącym dzisiaj zastępy niebieskie przyniosły dobrą nowinę o przyjściu Zbawiciela: „Naród kroczący w ciemnościach ujrzał światłość wielką; nad mieszkańcami kraju mroków światło zabłyśło” (Iz 9, 1). Tajemnica Syna Bożego, który staje się synem człowieczym, z pewnością przekracza wszelkie ludzkie oczekiwania. To zbawcze wydarzenie w swej całkowitej bezinteresowności jest autentyczną i pełną odpowiedzią na głębokie pragnienie serca. Prawda, dobro, szczęście, pełnia życia, do których każdy człowiek dąży, świadomie bądź nieświadomie, są mu dane przez Boga. Pragnąc tych dobrodziejstw, każdy człowiek poszukuje swojego Stwórcy, bowiem „tylko Bóg odpowiada na pragnienie obecne w sercu każdego człowieka” (posynodalna adhortacja *Verbum Domini*, n. 23). Ludzie w ciągu całych swoich dziejów poprzez swoje wierzenia i obrzędy wyrażają nieustanne dążenie do Boga, a „te formy wyrazu są tak powszechne, że człowiek może być nazwany istotą religijną” (Katechizm Kościoła Katolickiego, n. 28). Wymiar religijny jest niezaprzeczalną i niewymazywalną cechą istnienia i działania człowieka, miarą realizacji jego przeznaczenia i budowania wspólnoty, do której należy. Toteż, kiedy dany człowiek bądź ludzie z jego otoczenia lekceważą lub negują ten fundamentalny aspekt, dochodzi do zachwiania

równowagi i konfliktów na wszystkich poziomach, zarówno w sferze osobistej, jak i w stosunkach międzyludzkich.

Ta właśnie pierwszorzędna i podstawowa prawda jest powodem, dla którego w Orędziu na tegoroczny Światowy Dzień Pokoju wskazałem na wolność religijną jako zasadniczą drogę do budowania pokoju. Pokój bowiem buduje się i utrzymuje jedynie wtedy, gdy człowiek może w wolności szukać Boga i służyć Mu w swoim sercu, w swoim życiu oraz w swoich relacjach z innymi ludźmi.

Panie i panowie Ambasadorzy, wasza obecność w tych uroczystych okolicznościach jest zachętą do tego, by ogarnąć spojrzeniem horyzont wszystkich krajów, które reprezentujecie, i całego świata. Czyż w tej panoramie nie istnieją liczne sytuacje, w których, niestety, prawo do wolności religijnej jest naruszane bądź się go odmawia? Czyż to prawo człowieka – które w rzeczywistości jest pierwszym z praw, bowiem historycznie zostało ono ustanowione jako pierwsze, a jego przedmiotem, z drugiej strony, jest konstytutywny wymiar człowieka, mianowicie jego relacja ze Stwórcą – nie jest zbyt często podważane lub gwałcone? Wydaje mi się, że społeczeństwo, ci, którzy są za nie odpowiedzialni, oraz opinia publiczna dziś w większym stopniu zdają sobie sprawę, choć nie zawsze we właściwy sposób, iż jest to poważna rana, zadana godności i wolności *homo religiosus*, na co wielokrotnie starałem się zwrócić uwagę wszystkich.

Czyniłem to podczas moich podróży apostolskich, które odbyłem w zeszłym roku – na Maltę i do Portugalii, na Cypr, do Wielkiej Brytanii i do Hiszpanii. Abstrahując od właściwych tym krajom różnic, wszystkie pozostawiły we mnie wspomnienie pełne wdzięczności za przyjęcie, jakie mi zgotowały. Specjalne Zgromadzenie Synodu Biskupów poświęcone Bliskiemu Wschodowi, które odbyło się w Watykanie w październiku, było czasem modlitwy i refleksji, w którym myśl uporczywie kierowała się ku wspólnotom chrześcijańskim, żyjącym w tym regionie świata, tak bardzo doświadczanym z powodu ich przynależności do Chrystusa i do Kościoła.

Tak, gdy spoglądaliśmy ku Wschodowi, głęboko zasmucały nas zamachy, które przyniosły śmierć, ból i niepokój wśród chrześcijan w Iraku, skłaniając ich nawet do opuszczenia ziemi, na której przez wieki żyli ich ojcowie. Jeszcze raz zwracam się do władz tego kraju i do muzułmańskich przywódców religijnych z usilnym apelem o dokładanie starań, aby ich chrześcijańscy współobywatele mogli żyć bezpiecznie i nadal służyć swoim wkładem społeczeństwu, którego są pełnoprawnymi członkami. Również w Egipcie, w Aleksandrii, terroryzm brutalnie ugodził w wiernych, podczas gdy modlili się w kościele. Ta seria zamachów jest jeszcze jednym znakiem, wskazującym na pilną potrzebę, by rządy tego regionu podjęły, pomimo trudności i gróźb, skuteczne działania w celu ochrony mniejszości religijnych. Czyż trzeba to jeszcze raz powtórzyć? Na Bliskim Wschodzie „chrześcijanie są pierwotnymi i autentycznymi obywatelami, lojalnymi względem swej ojczyzny i wiernie wywiązującymi się z wszystkich swoich obowiązków względem kraju. Jest rzeczą naturalną, że powinni oni móc korzystać ze wszystkich praw obywatelskich, wolności sumienia i wyznania, wolności w dziedzinie kształcenia i wychowania oraz korzystania ze środków przekazu” (Orędzie do ludu Bożego Specjalnego Zgromadzenia Synodu Biskupów poświęconego Bliskiemu Wschodowi, n. 10). W związku z tym doceniam uwrażliwienie na prawa najsłabszych oraz polityczną przenikliwość, jakiej dowód dały w ostatnich dniach niektóre kraje Europy, domagając się zgodnej odpowiedzi Unii Europejskiej, aby zapewnić ochronę chrześcijanom na Bliskim Wschodzie. Wreszcie, chciałbym przypomnieć, że prawo do wolności religijnej nie jest w pełni stosowane tam, gdzie zagwarantowana jest jedynie swoboda kultu, i to w dodatku w sposób ograniczony. Ponadto zachęcam do wspierania pełnej ochrony wolności religijnej oraz pozostałych praw ludzkich programami, które poczynając od szkoły podstawowej oraz w ramach nauki religii wychowywałyby do poszanowania wszystkich braci w człowieczeństwie. Gdy chodzi o państwa Półwyspu Arabskiego, gdzie żyje wielu pracowników chrześcijańskich – imigrantów, wyrażam życzenie, aby Kościół katolicki mógł dysponować odpowiednimi strukturami duszpasterskimi.

Pośród zasad, naruszających prawo osób do wolności religijnej, trzeba wspomnieć szczególnie ustawę o bluźnierstwie w Pakistanie; raz jeszcze zachęcam władze tego kraju do podjęcia niezbędnych starań o jej zniesienie, tym bardziej że jest rzeczą ewidentną, iż służy ona za pretekst do szerzenia niesprawiedliwości i przemocy w stosunku do mniejszości religijnych. Tragiczne zabójstwo gubernatora Pendżabu pokazuje, jak pilna jest potrzeba podjęcia działań w tym kierunku: oddawanie czci Bogu skłania do braterstwa i miłości, a nie do nienawiści i podziałów. Można przytoczyć inne budzące niepokój sytuacje – w których dochodzi niekiedy do aktów przemocy – na południu i południowym wschodzie kontynentu azjatyckiego, w krajach, które wszak mają

tradycję pokojowych stosunków społecznych. Szczególne znaczenie jednej określonej religii w danym kraju nie powinno nigdy prowadzić do tego, aby obywatele innego wyznania byli dyskryminowani w życiu społecznym czy, co gorsza, by była tolerowana przemoc w stosunku do nich. W tym względzie ważne jest, aby dialog międzyreligijny sprzyjał wspólnemu zobowiązaniu się do uznawania i promowania wolności religijnej każdego człowieka i każdej wspólnoty. Wreszcie, jak już wspomniałem, przemoc w stosunku do chrześcijan nie oszczędza Afryki. Kolejnym smutnym świadectwem tego są zamachy na miejsca kultu w Nigerii podczas uroczystości Narodzenia Chrystusa.

Z drugiej strony, w wielu krajach konstytucje uznają pewną wolność religijną, lecz w rzeczywistości życie wspólnot religijnych jest utrudniane, a niekiedy wręcz niepewne (por. Sobór Watykański II, Deklaracja *Dignitatis humanae*, n. 15), bowiem porządek prawny bądź społeczny czerpie inspirację z systemów filozoficznych i politycznych, które postulują ścisłą kontrolę, by nie powieździć monopol, państwa nad społeczeństwem. Trzeba zlikwidować te dwuznaczności, ażeby wierzący nie byli rozdarci między wiernością Bogu a lojalnością względem swojej ojczyzny. Proszę w szczególności, aby wszędzie została zagwarantowana wspólnotom katolickim pełna swoboda organizacji i wolność pełnienia ich misji, zgodnie z normami i standardami międzynarodowymi w tej dziedzinie.

W tej chwili moja myśl znów kieruje się ku wspólnotom katolickim w Chinach kontynentalnych i jej pasterzom, którzy zaznają trudności i prób. Chciałbym skierować też słowa otuchy do władz Kuby, kraju, który w 2010 r. świętował 75-lecie nieprzerwanych stosunków dyplomatycznych ze Stolicą Apostolską, ażeby dialog z Kościołem, który szczęśliwie został nawiązany, umacniał się dalej i poszerzał.

Gdy przeniesiemy spojrzenie ze Wschodu na Zachód, znajdujemy się w obliczu innego rodzaju zagrożeń dla pełnego korzystania z wolności religijnej. Mam na myśli przede wszystkim kraje, w których przywiązuje się wielką wagę do pluralizmu i tolerancji, ale w których religia jest w coraz większym stopniu spychana na margines. Istnieje tendencja, by religię, każdą religię, uznawać za element pozbawiony znaczenia, obcy współczesnemu społeczeństwu czy nawet je destabilizujący, i próbuje się na rozmaite sposoby uniemożliwić jej jakikolwiek wpływ na życie społeczne. I tak dochodzi do tego, że wymaga się od chrześcijan, aby wykonywali swoje zawody bez odniesienia do własnych przekonań religijnych i moralnych, a nawet wbrew nim, jak na przykład w sytuacjach, gdzie obowiązują ustawy ograniczające prawo do sprzeciwu sumienia pracowników z dziedziny służby zdrowia czy niektórych praktyków prawa.

W tej sytuacji należy się cieszyć z przyjęcia przez Radę Europy, w październiku ubiegłego roku, rezolucji chroniącej prawo pracowników służby zdrowia do sprzeciwu sumienia w obliczu pewnych aktów, które poważnie naruszają prawo do życia, takich jak przerywanie ciąży.

Innym przejawem marginalizacji religii, a w szczególności chrześcijaństwa jest usuwanie z życia publicznego świąt i symboli religijnych w imię uszanowania osób wyznających inne religie lub niewierzących. Postępując w ten sposób, nie tylko ogranicza się prawo wierzących do publicznego wyrażania swej wiary, lecz odcina się także własne korzenie kulturowe, które umacniają głęboką tożsamość i spójność społeczną licznych narodów. W ubiegłym roku niektóre kraje europejskie poparły odwołanie się rządu włoskiego w dobrze znanej sprawie dotyczącej eksponowania krzyża w miejscach publicznych. Pragnę wyrazić wdzięczność władzom tych państw, a także wszystkim, którzy zaangażowali się w tym duchu, episkopatowi, organizacjom, stowarzyszeniom obywatelskim lub religijnym, w szczególności Patriarchatowi Moskwy oraz innym przedstawicielom hierarchii prawosławnej, jak również wszystkim osobom – wierzącym, a także niewierzącym – które zechciały okazać swoje przywiązanie do tego symbolu, będącego nośnikiem wartości uniwersalnych.

Uznanie wolności religijnej oznacza także zagwarantowanie wspólnotom religijnym możliwości swobodnego działania w społeczeństwie i podejmowania inicjatyw na polu socjalnym, charytatywnym i edukacyjnym. Na całym świecie można zresztą zaobserwować, jak owocne są dzieła Kościoła katolickiego w tych dziedzinach. Jest rzeczą niepokojącą, że ta posługa wspólnot religijnych na rzecz całego społeczeństwa, zwłaszcza w zakresie wychowania młodych pokoleń, jest ograniczana lub utrudniana przez projekty ustaw, które mogą doprowadzić do tego, że powstanie monopol państwowy w materii szkolnictwa, co można zauważyć na przykład w pewnych krajach Ameryki Łacińskiej. Zważywszy na to, że wiele z nich obchodzi 200-lecie uzyskania

niepodległości, co stanowi okazję pozwalającą na przypomnienie o wkładzie Kościoła katolickiego w ukształtowanie tożsamości narodowej, wzywam wszystkie rządy do rozwijania takich systemów edukacyjnych, które szanują podstawowe prawo rodzin, jakim jest decydowanie w sprawach dotyczących wychowania dzieci, oraz są inspirowane przez zasadę pomocniczości, odgrywającą zasadniczą rolę w organizacji sprawiedliwego społeczeństwa.

W dalszym ciągu moich rozważań nie mogę przemilczeć innego zamachu na wolność religijną rodzin, jakim jest w pewnych krajach europejskich narzucanie obowiązkowych lekcji wychowania seksualnego lub obywatelskiego, podczas których prezentowane są koncepcje osoby i życia pozornie neutralne, lecz w rzeczywistości odzwierciedlające antropologię sprzeczną z wiarą i z prawym rozumem.

Panie i panowie Ambasadorzy!

Niech mi będzie wolno przy tej uroczystej sposobności wyjaśnić kilka zasad, którymi Stolica Apostolska wraz z całym Kościołem katolickim inspirowane jest w swojej działalności przy międzyrządowych organizacjach międzynarodowych, mającej na celu promocję pełnego poszanowania wolności religijnej wszystkich. Pierwszą z nich jest przekonanie, że nie można tworzyć czegoś w rodzaju skali, mierzącej powagę nietolerancji w stosunku do różnych religii. Niestety tego typu podejście jest rozpowszechnione, a za mniej poważne, mniej godne uwagi rządów i opinii publicznej są uważane właśnie akty dyskryminacji chrześcijan. Jednocześnie trzeba też odrzucić niebezpieczne przeciwstawienie, które niektórzy chcą wprowadzić, prawa do wolności religijnej i innych praw człowieka, zapominając lub negując tym samym, że poszanowanie wolności religijnej odgrywa główną rolę w obronie i ochronie wysokiej godności człowieka. Jeszcze mniej uzasadnione są próby przeciwstawienia prawu do wolności religijnej rzekomych nowych praw, energicznie promowanych przez pewne środowiska społeczne, i włączanych do prawodawstw krajowych bądź do dyrektyw międzynarodowych, które w rzeczywistości są jedynie wyrazem egoistycznych pragnień i nie mają podstaw w autentycznej naturze ludzkiej. Wreszcie, należy stwierdzić, że samo głoszenie wolności religijnej nie wystarcza: ta podstawowa norma życia społecznego musi być stosowana i respektowana na każdym poziomie i we wszystkich dziedzinach; w przeciwnym razie, mimo słusznej afirmacji zasady mogą być popełniane głębokie niesprawiedliwości w stosunku do obywateli, którzy pragną swobodnie wyznawać i praktykować swoją wiarę.

Promocja pełnej wolności religijnej wspólnot katolickich jest także celem przyświecającym Stolicy Apostolskiej przy zawieraniu konkordatów lub innych porozumień. Cieszę się, że państwa położone w różnych regionach świata i mające różne tradycje religijne, kulturowe i prawne wybierają konwencje międzynarodowe jako środek służący regulowaniu stosunków między wspólnotą polityczną i Kościołem katolickim, określając drogą dialogu ramy współpracy w poszanowaniu zakresu kompetencji każdej ze stron. W zeszłym roku zostało zawarte i weszło w życie porozumienie dotyczące opieki religijnej nad wiernymi katolikami należącymi do sił zbrojnych w Bośni i Hercegowinie, a obecnie toczą się negocjacje w różnych krajach. Mamy nadzieję, że uwieńczy je pozytywny rezultat, który zapewni rozwiązania respektujące naturę i wolność Kościoła dla dobra całego społeczeństwa.

Działalność przedstawicieli papieskich przy państwach i organizacjach międzynarodowych również prowadzona jest w służbie wolności religijnej. Chciałbym z satysfakcją uwypuklić fakt, że władze wietnamskie zgodziły się na to, bym wyznaczył przedstawiciela, który wyrazi troskę Następcy Piotra o drogą wspólnotę katolicką tego kraju składając jej wizyty. Chciałbym także przypomnieć, że w zeszłym roku sieć dyplomatyczna Stolicy Apostolskiej umocniła się jeszcze bardziej w Afryce, gdzie w trzech krajach, w których nie rezyduje nuncjusz, została zapewniona jej stała obecność. Jeśli Bóg pozwoli, udam się jeszcze raz na ten kontynent, do Beninu, w listopadzie tego roku, by przekazać Adhortację apostolską, w której znajdują się owoce obrad drugiego Specjalnego Zgromadzenia Synodu Biskupów poświęconego Afryce.

Przed tym czcigodnym audytorium chciałbym na koniec jeszcze raz powiedzieć z mocą, że religia nie jest dla społeczeństwa problemem, że nie jest ona czynnikiem wywołującym zaburzenia lub konflikty. Chciałbym powtórzyć, że Kościół nie dąży do uzyskania przywilejów ani do tego, by ingerować w sprawy obce swojej misji, lecz do tego, by po prostu swobodnie ją wypełniać. Zachęcam każdego do uznania wielkiej lekcji historii: „Czyż można zaprzeczyć, że wielkie religie świata wniosły wkład w rozwój cywilizacji? Szczere poszukiwanie Boga

doprowadziło do większego poszanowania godności człowieka. Wspólnoty chrześcijańskie ze swym dziedzictwem wartości i zasad znacząco przyczyniły się do tego, że osoby i narody nabrały świadomości własnej tożsamości i godności, a także do powstania instytucji demokratycznych oraz do sformułowania praw człowieka i odpowiadających im obowiązków. Również w dzisiejszych czasach w coraz bardziej zglobalizowanym społeczeństwie chrześcijanie są wezwani do tego, by – nie tylko poprzez odpowiedzialne angażowanie się w życie społeczne, gospodarcze i polityczne, ale także przez świadectwo miłości bliźniego i wiary – wnosić cenny wkład w trudną i porywającą sprawę sprawiedliwości, integralnego rozwoju człowieka i właściwego uporządkowania spraw ludzkich" (Orędzie na Światowy Dzień Pokoju, 1 stycznia 2011 r., n.7).

Emblematyczna jest w tym kontekście postać błogosławionej Matki Teresy z Kalkuty: 100-lecie jej urodzin było obchodzone zarówno w Tiranie, w Skopje i w Prištinie, jak w Indiach; głęboki hołd oddał jej nie tylko Kościół katolicki, ale również władze cywilne i zwierzchnicy religijni, a także wyznawcy wszystkich religii. Takie przykłady, jak ten, który nam dała, pokazują światu, jak wielkim dobrodziejstwem dla świata jest zaangażowanie zrodzone z wiary.

Niech żadne społeczeństwo ludzkie nie pozbawia się z własnej woli podstawowego bogactwa, jakim są osoby i wspólnoty religijne! Jak przypomniał Sobór Watykański II, w pełni zapewniając wszystkim właściwą wolność religijną, społeczeństwo będzie mogło „korzystać z dóbr sprawiedliwości i pokoju, które płyną z wierności ludzi wobec Boga i Jego świętej woli" (Deklaracja Dignitatis humanae, n. 6).

Oto dlaczego składając życzenia, aby ten nowy rok obfitował w zgodę i rzeczywisty postęp, wzywam wszystkich, przywódców politycznych, zwierzchników religijnych i osoby należące do wszystkich kategorii, by zdecydowanie weszli na drogę prowadzącą do autentycznego i trwałego pokoju, która wiedzie przez poszanowanie prawa do wolności religijnej w całej rozciągłości.

W intencji tego zadania, do którego realizacji potrzebne jest zaangażowanie całej rodziny ludzkiej, proszę o błogosławieństwo Boga Wszechmogącego, który pojednał nas z sobą i między nami przez swego Syna Jezusa Chrystusa, nasz pokój (Ef 2, 14).

Życzę wszystkim pomyślnego nowego roku!

[00042-09.01[Testo originale: Francese]

Sono 178 gli Stati che attualmente intrattengono relazioni diplomatiche piene con la Santa Sede. A questi vanno aggiunti l'Unione Europea ed il Sovrano Militare Ordine di Malta e una Missione a carattere speciale: l'Ufficio dell'Organizzazione per la Liberazione della Palestina (OLP).

Per quanto riguarda le Organizzazioni Internazionali, la Santa Sede è presente all'ONU in qualità di "Stato osservatore"; è, inoltre, Membro di 7 Organizzazioni o Agenzie del sistema ONU, Osservatore in altre 8 e Membro o Osservatore in 5 Organizzazioni regionali.

Nel corso del 2010 è stato firmato il 6 aprile un Accordo della Santa Sede con il Land Land Niedersachsen (Germania) che modifica il § 6 dell'Allegato al Concordato del 1965 e regola la posizione giuridica di alcune scuole cattoliche gestite dalle diocesi di Hildesheim, Osnabrück e Münster; lo scambio degli Strumenti di ratifica di tale è Accordo è avvenuto il 28 giugno.

L'8 aprile è stato firmato a Sarajevo in Accordo tra la Santa Sede e la Bosnia ed Erzegovina circa l'assistenza religiosa ai fedeli cattolici, membri delle Forze Armate di Bosnia ed Erzegovina, una prima e significativa applicazione dell'Accordo di Base tra la Santa Sede e la Bosnia ed Erzegovina, che fu firmato a Sarajevo il 19 aprile 2006. Lo scambio degli Strumenti di ratifica dell'Accordo firmato l'8 aprile è avvenuto in Vaticano il 14 settembre.

Il 18 maggio infine, è stato firmato un Accordo fra la Santa Sede e la Città Libera e Anseatica di Amburgo per l'erezione d'un centro di formazione per la Teologia Cattolica e per la Pedagogia della Religione presso l'Università di Amburgo. Nel corso del secondo incontro del Gruppo Congiunto di Lavoro Vietnam - Santa Sede, che ha avuto luogo in Vaticano dal 23 al 24 giugno 2010, al fine di approfondire le relazioni tra la Santa Sede e il Vietnam, come pure i legami tra la Santa Sede e la Chiesa Cattolica locale, è stata convenuta, come primo passo, la nomina da parte del Papa di un Rappresentante non-residente della Santa Sede presso il Vietnam. Nel 2010 in tre Paesi africani - Ciad, Malawi e Gabon - si è stabilizzata la presenza della Rappresentanza diplomatica della Santa Sede (con la presenza di Incaricati d'Affari).[00043-01.01][B0017-XX.02]
